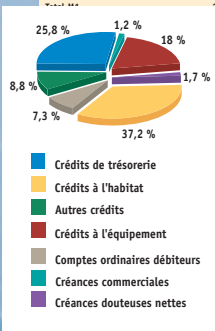




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	124 422	132 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3							
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
M4							
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 134 - Statistiques au 31/03/2008

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



L'Institut d'émission d'outre-mer est la banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1^{er} janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.
- Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).
- Il conduit une politique monétaire visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du refinancement, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.
- Il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.
- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.
- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.
- De plus, l'IEOM assure en Nouvelle-Calédonie dans ses locaux, le secrétariat de la Commission de surendettement des particuliers depuis le 1^{er} avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	6
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	8
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	8
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	12
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	13
L'endettement des collectivités locales	14
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
5. Les engagements bancaires	17
5.1. Les risques sectoriels	
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	17
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial fragilisé

Les effets de la crise des subprimes continuent de peser sur la situation financière des banques. Les annonces de dépréciation d'actif et de pertes se sont poursuivies tout au long du premier trimestre 2008, conduisant certains établissements de crédit à réaliser ou programmer d'importantes recapitalisations.

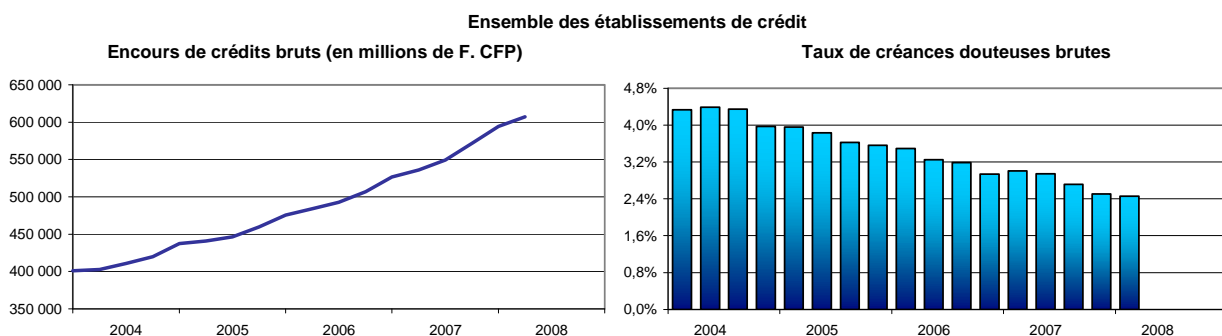
Les risques de faillite d'établissements financiers majeurs ont conduit la FED, puis la Banque d'Angleterre, à annoncer des plans d'urgence visant à faciliter le refinancement des banques en échange de leurs crédits immobiliers subprimes. Ces mesures exceptionnelles sont venues en complément de décisions de baisse des taux d'intérêt directeurs. Ainsi, depuis le début de la crise des subprimes, en juin 2007, la Réserve Fédérale américaine (FED) a baissé de 3,25 points son principal taux directeur en le portant à 2 % le 30 avril 2008. Le taux de refinancement principal de la Banque d'Angleterre a été revu à trois reprises à la baisse depuis juillet 2007 pour s'établir à 5 % le 10 avril 2008. De son côté, la Banque Centrale Européenne a maintenu son taux directeur inchangé depuis juin 2007, du fait de la persistance de fortes pressions inflationnistes et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

Dans ce contexte financier dégradé, les banques centrales doivent mener des arbitrages délicats en matière de politique monétaire, qui tiennent compte d'un environnement économique peu propice, marqué par la résurgence de l'inflation, en particulier avec la flambée des cours du pétrole et des produits alimentaires, et par la baisse du dollar américain. En un peu plus de sept ans, le taux de change de l'euro a progressé de près de 100 % et a temporairement dépassé en avril 2008, le seuil de 1,60 dollar.

Croissance soutenue des actifs financiers et poursuite de la tendance haussière des concours bancaires en Nouvelle-Calédonie

L'ensemble des actifs financiers progresse de + 10,3 % entre le 31 mars 2007 et le 31 mars 2008 pour atteindre 475,6 milliards de F CFP. Dans le détail, les **placements liquides ou à court terme** connaissent un essor sensible avec un rythme de collecte qui atteint + 16,4 %, principalement sous l'impulsion des dépôts à terme (+22,3 % en douze mois). Les **placements à long terme** affichent, pour leur part, une croissance limitée à + 1,9 % après + 9,3 % entre mars 2006 et mars 2007 ; en liaison notamment avec les contrats **d'assurance-vie** dont l'encours progresse de 7,1 % sur les douze derniers mois contre une hausse de 13,6 % à la même époque l'année dernière.

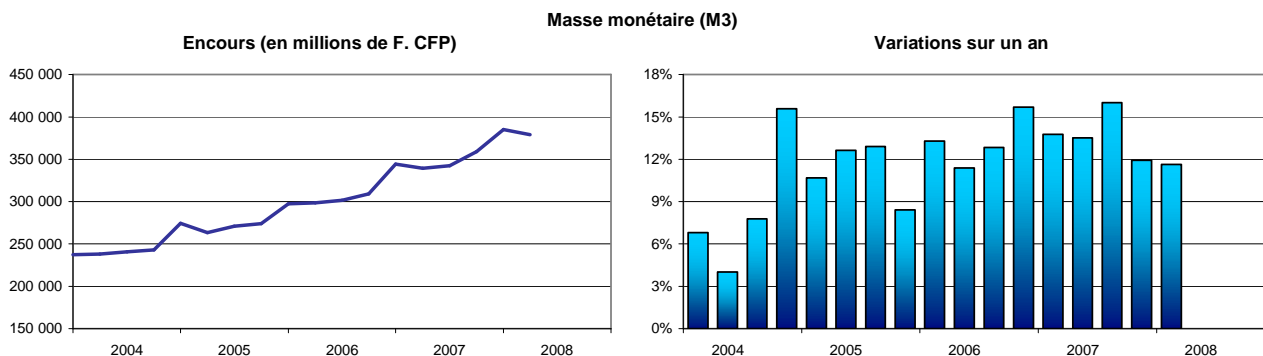
Parallèlement, avec un encours global de 606,9 milliards de F CFP au 31 mars 2008, la **distribution de crédits** s'accélère avec un taux de croissance annuel de 13,3 % après + 10,7 % fin mars 2007. En termes de risque, le portefeuille clientèle de l'ensemble des établissements des crédits (situés dans et hors de la zone d'émission) affiche un taux de **créances douteuses brutes** en retrait de 0,6 point par rapport au 31 mars 2007 à 2,5 %. Le taux de provisionnement passe, pour sa part, de 64,5 % à 69,1 %.



Conjoncture financière et bancaire

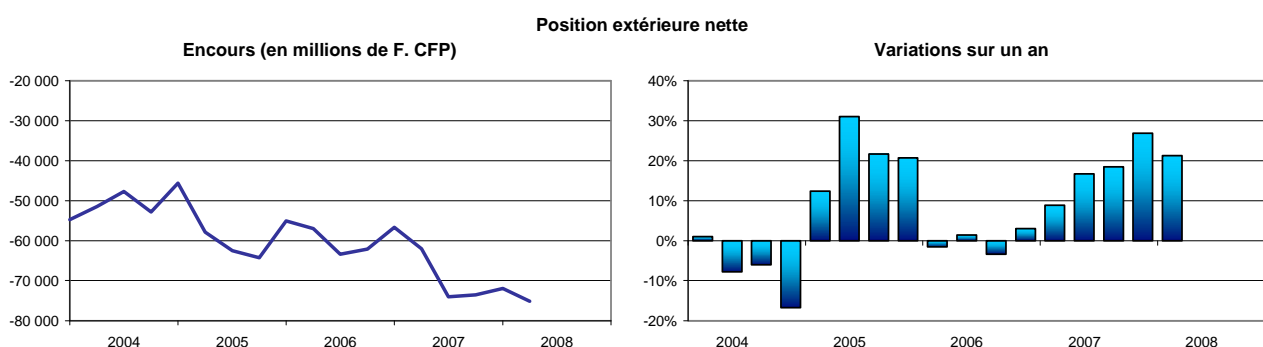
Accroissement de la masse monétaire mais recours accru du système bancaire vis-à-vis de l'extérieur

La masse monétaire continue de croître rapidement même si le taux de progression annuel ralentit ; il atteint + 11,6 % fin mars 2008 contre + 13,8 % fin mars 2007. Dans le détail le rythme de croissance sur douze mois de l'agrégat étroit M1 s'atténue nettement (+ 7,2 % au 31 mars 2008 contre + 12,7 % au 31 mars 2007) du fait du net ralentissement des dépôts à vue (+ 7,4 % contre + 13,3 % précédemment). M2-M1 (principalement constituée de comptes sur livrets) s'accélère avec une progression qui s'établit à 6,5 % entre mars 2007 et mars 2008 contre + 2,5 % sur les douze mois précédents. M3-M2 bénéficie de la demande soutenue des comptes à terme et augmente ainsi de 22,1 %.



De son côté, la distribution des concours de caractère bancaire par **les établissements de crédit locaux** s'accélère : + 13,2 % entre mars 2007 et mars 2008 après + 11,7 % sur les douze mois de la période précédente. La croissance des encours du secteur privé (ménages et entreprises) atteint 13,2 % contre 11,8 % fin mars 2007. Si la demande des entreprises demeure élevée malgré un rythme de croissance annuel en léger ralentissement (+ 15,0 % à fin mars 2008 contre + 19,2 % à fin mars 2007), celle des ménages s'intensifie nettement pour atteindre 11,4 % contre 5,4 % au 31 mars 2007. La demande publique connaît, pour sa part, une très nette accélération avec un encours qui double.

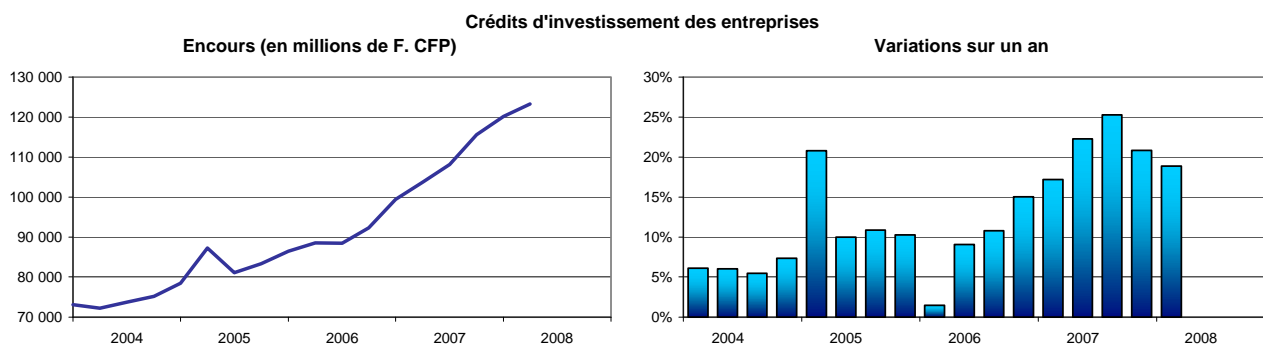
Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires dans la zone d'émission. Le recours au financement hors de la zone d'émission du système bancaire local s'accroît au 31/03/2008. La position extérieure nette a donc connu une nouvelle dégradation de son solde en glissement annuel qui passe ainsi de -62 milliards de F CFP à -75,2 milliards. En un an, les engagements hors zone d'émission des établissements de crédit locaux (+ 17 %) ont progressé plus rapidement que leurs avoirs hors zone (+ 13,2 %).



Un financement des entreprises en phase avec le développement de leur activité

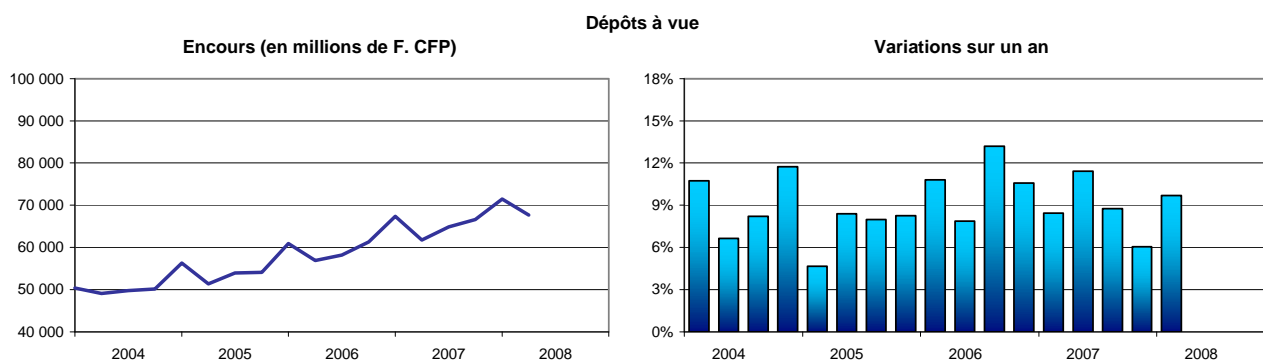
En liaison avec l'activité économique, l'endettement bancaire des entreprises s'accroît avec un encours des crédits à l'investissement qui progresse de 18,9 % sur douze mois à fin mars 2008 (+ 17,2 % à fin mars 2007) et un encours de crédit à la construction qui se développe de 27,3 % dans le même temps (+ 18,1 % fin mars 2007).

Conjoncture financière et bancaire



Cette phase d'investissement active ne semble pas peser sur les disponibilités des entreprises. L'encours des crédits d'exploitation ressort en effet stable sur douze mois (+ 0,6 %) après une progression de 13,2 % à fin mars 2007. Dans le détail, on observe un recours moindre aux comptes ordinaires débiteurs dont l'encours recule de 4,6 % sur les douze derniers mois. Parallèlement, leurs dépôts à vue progressent de 9,4 %.

Cet accroissement des disponibilités des entreprises contribue sensiblement à la consolidation de leur épargne. En effet, à fin mars 2008, leurs placements liquides et à court terme et leur épargne à long terme augmentent respectivement de 10,5 % et de 20,6 %. Globalement, les actifs financiers des entreprises progressent de 10,1 % sur les douze derniers mois.



L'examen de la centrale **des risques**¹ du mois de mars 2008 permet d'observer que le secteur du BTP (7 % des engagements des professionnels) affiche une progression de ses engagements de 17,8 % sur douze mois. Le secteur des services (46 % des engagements en faveur des professionnels) affiche une hausse annuelle de 13,2 %, tandis que le commerce (15,0 % des engagements aux professionnels) voit son encours progresser de 6,7 %. A noter, que le secteur de l'hôtellerie a vu ses engagements progresser de 89,3 % en douze mois, en liaison avec les travaux de rénovation et d'extension d'infrastructures existantes ainsi qu'avec la mise en place de nouveaux projets. Le secteur des industries affiche une hausse de 20,8 % de ses engagements à fin mars 2008, essentiellement sous forme d'engagements de hors-bilan. En liaison avec la phase d'expansion des crédits, les taux de créances douteuses des différents secteurs baissent mécaniquement sur les douze derniers mois, les nouveaux crédits ayant un taux de sinistre moins élevé que les anciens.

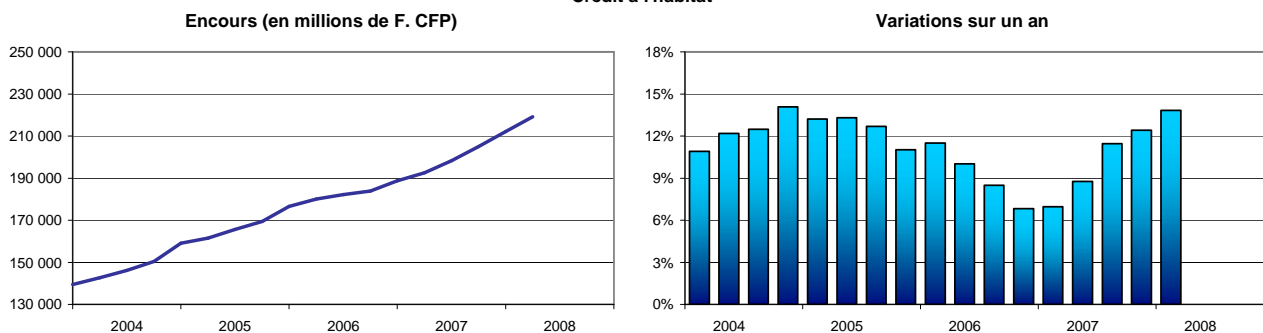
Des ménages qui investissent

Le taux de croissance de l'endettement des ménages s'accélère sur les douze derniers mois (+ 12,3 % après + 7,2% fin mars 2007), sous la poussée des crédits à l'habitat dont l'encours se développe de 13,8 % (+ 7,0 % à la même époque l'année précédente). En matière de consommation, l'endettement des ménages marque légèrement le pas avec un encours qui augmente en douze mois de 6,3 % contre 8,5 % fin mars 2007.

¹ Le périmètre de déclaration au SCR diffère de celui des concours pour sa partie concernant les établissements de crédits situés hors de la zone d'émission.

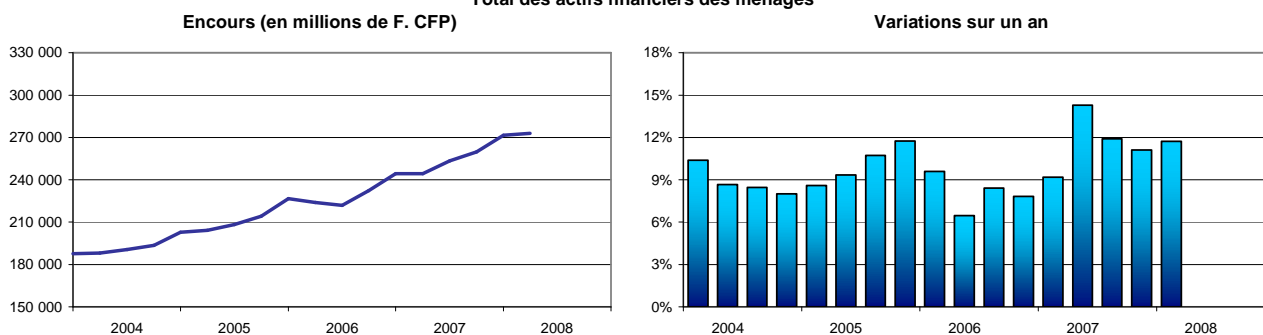
Conjoncture financière et bancaire

Crédit à l'habitat



Les actifs financiers des ménages, pour leur part, progressent de 11,7 % après une hausse annuelle de 9,2 % à mars 2007. Parmi les placements, on note une large préférence pour les comptes à terme, lesquels progressent de 50,9 % en douze mois. Les contrats d'assurance-vie¹ connaissent un net ralentissement sur les douze derniers mois avec une hausse de 7,1 % à fin mars 2008 contre une augmentation de 13,6 % à la même période l'année précédente.

Total des actifs financiers des ménages



On observe toutefois sur le premier trimestre 2008 que les indicateurs de vulnérabilité de la trésorerie des ménages se détériorent avec des incidents de paiement sur chèques ainsi que des interdicts bancaires (particuliers) qui ont progressé de respectivement 34,4 % et 9,0 %, même si le nombre des décisions de retraits de cartes bancaires diminue dans le même temps de 6,5 %

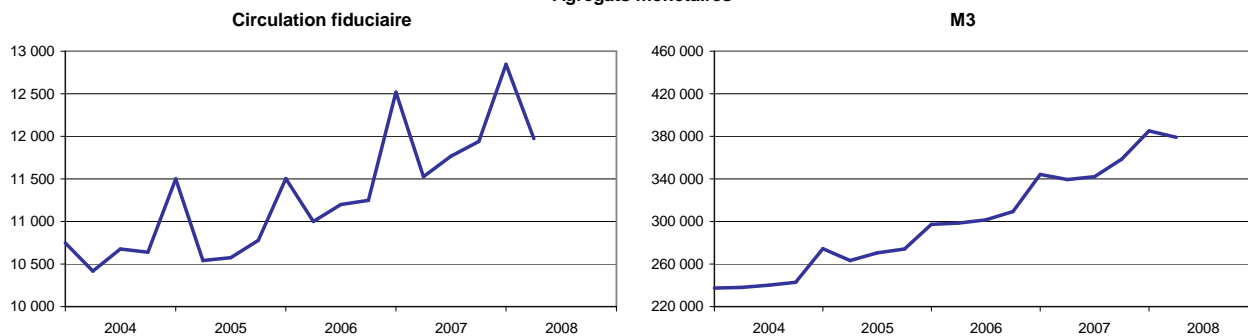
¹ Les encours d'assurance-vie collectés par les sociétés d'assurance qui ne sont pas filiales des établissements de crédit de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté dans ce bulletin n'est pas exhaustif.

2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	9 909	10 415	10 539	11 000	11 527	11 765	11 938	12 846	11 973	-6,8%	3,9%
Billets	8 855	9 303	9 372	9 780	10 232	10 438	10 585	11 461	10 584	-7,7%	3,4%
Pièces	1 054	1 112	1 167	1 220	1 295	1 327	1 353	1 385	1 389	0,3%	7,3%
Dépôts à vue	87 949	98 736	115 547	138 826	157 317	158 420	163 440	188 185	168 962	-10,2%	7,4%
TOTAL M1	97 858	109 151	126 086	149 826	168 844	170 185	175 378	201 031	180 935	-10,0%	7,2%
M2-M1	43 633	54 050	60 351	64 323	65 932	66 221	66 721	68 386	70 241	2,7%	6,5%
Comptes sur livrets	43 280	53 454	59 637	63 531	65 116	65 452	65 958	67 636	69 508	2,8%	6,7%
Comptes épargne logement	353	596	714	792	816	769	763	750	733	-2,3%	-10,2%
TOTAL M2	141 491	163 201	186 437	214 149	234 776	236 406	242 099	269 417	251 176	-6,8%	7,0%
M3-M2	81 386	74 814	77 020	84 311	104 737	105 841	116 682	115 615	127 833	10,6%	22,1%
Dépôts à terme	80 232	73 850	76 161	83 509	103 978	105 136	116 024	114 982	127 196	10,6%	22,3%
Bons de caisse	1 154	964	859	802	759	705	658	633	637	0,6%	-16,1%
Total M3	222 877	238 015	263 457	298 460	339 513	342 247	358 781	385 032	379 009	-1,6%	11,6%
P1	1 962	3 799	4 867	5 931	5 820	5 565	5 291	5 123	5 003	-2,3%	-14,0%
Plans d'épargne logement	1 928	3 767	4 832	5 896	5 780	5 514	5 241	5 074	4 953	-2,4%	-14,3%
Autres compte d'épargne à régime spécial	34	32	35	35	40	51	50	49	50	2,0%	25,0%
M3+P1	224 839	241 814	268 324	304 391	345 333	347 812	364 072	390 155	384 012	-1,6%	11,2%

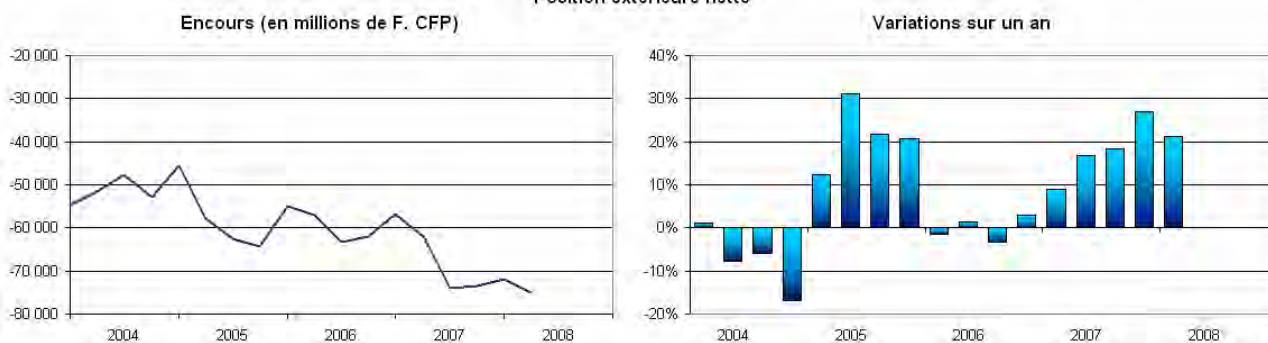
Agrégats monétaires



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc-07	mars-08	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	51 543	47 727	72 309	87 037	92 175	89 419	91 381	101 503	103 489	2,0%	12,3%
Institut d'émission	18 605	16 503	18 123	19 928	23 126	22 149	24 616	27 621	25 354	-8,2%	9,6%
Etablissements de crédit	32 938	31 224	54 186	67 109	69 049	67 270	66 765	73 882	78 135	5,8%	13,2%
Créances du Trésor public	8 658	9 455	10 218	12 158	12 951	13 653	13 733	14 304	14 033	-1,9%	8,4%
Concours sur ressources monétaires	162 676	180 833	180 930	199 265	234 387	239 175	253 667	269 225	261 487	-2,9%	11,6%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	294 400	313 708	348 774	386 762	431 970	443 733	461 419	482 429	488 985	1,4%	13,2%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	131 724	132 875	167 844	187 497	197 583	204 558	207 752	213 204	227 498	6,7%	15,1%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	26 371	30 916	33 329	38 924	39 001	41 679	42 154	44 306	44 797	1,1%	14,9%
Provisions sur créances douteuses	11 953	10 927	10 945	9 940	10 077	10 067	9 998	9 943	10 046	1,0%	-0,3%
Engagements hors zone d'émission	83 888	82 693	112 012	124 042	131 011	141 280	140 330	145 815	153 290	5,1%	17,0%
Epargne contractuelle	1 962	3 799	4 867	5 932	5 820	5 565	5 291	5 123	5 003	-2,3%	-14,0%
Divers	7 550	4 540	6 691	8 659	11 674	5 967	9 979	8 017	14 362	79,1%	23,0%
Total M3	222 877	238 015	263 457	298 460	339 513	342 247	358 781	385 032	379 009	-1,6%	11,6%
Position extérieure nette	-50 950	-51 469	-57 826	-56 933	-61 962	-74 010	-73 565	-71 933	-75 155	4,5%	21,3%

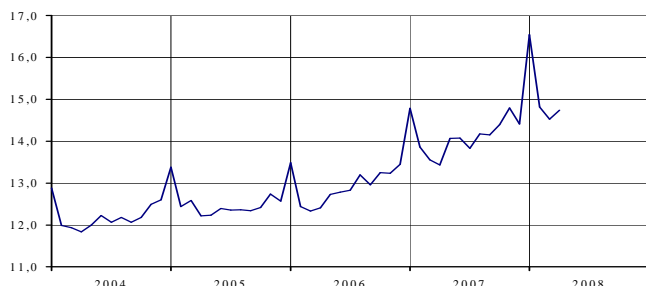
Position extérieure nette



2.3 La circulation fiduciaire

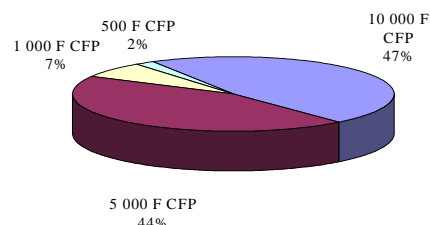
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin mars 2008

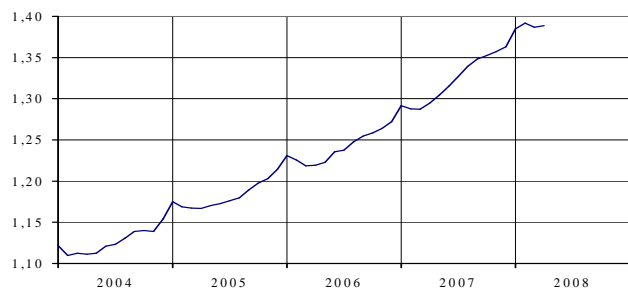


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
En nombre	3 281 459	3 394 883	3 480 815	3 433 122	3 639 149	3 727 179	3 827 282	4 351 857	3 790 167	-12,9%	4,1%
10 000 F CFP	514 707	528 681	551 558	558 373	605 607	629 225	657 683	735 791	691 929	-6,0%	14,3%
5 000 F CFP	987 668	1 024 426	1 052 636	1 099 062	1 195 147	1 220 072	1 270 560	1 501 818	1 286 730	-14,3%	7,7%
1 000 F CFP	1 011 766	1 019 177	1 008 773	888 344	973 395	1 007 091	1 030 477	1 242 714	969 042	-22,0%	-0,4%
500 F CFP	767 318	822 599	867 848	887 343	865 000	870 791	868 562	871 534	842 466	-3,3%	-2,6%
En millions de F CFP	11 481	11 839	12 222	12 411	13 438	13 835	14 394	16 546	14 743	-10,9%	9,7%
10 000 F CFP	5 147	5 287	5 516	5 584	6 056	6 292	6 577	7 358	6 919	-6,0%	14,3%
5 000 F CFP	4 938	5 122	5 263	5 495	5 976	6 100	6 353	7 509	6 434	-14,3%	7,7%
1 000 F CFP	1 012	1 019	1 009	888	973	1 007	1 031	1 243	969	-22,0%	-0,5%
500 F CFP	384	411	434	444	433	435	434	436	421	-3,4%	-2,6%

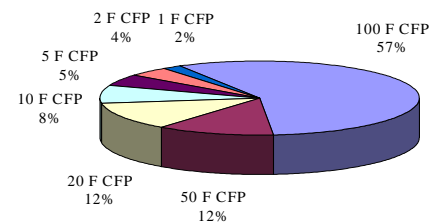
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2008



Source : IEOM

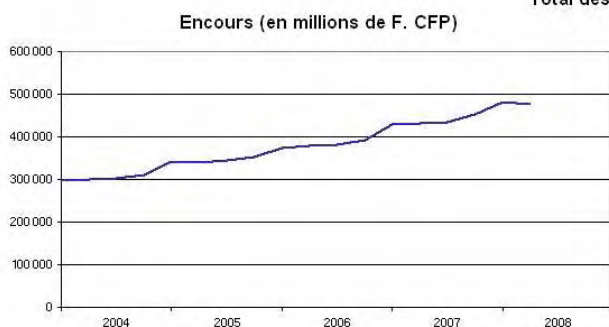
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
En nombre	81 614 826	85 980 937	90 423 752	94 658 827	99 698 362	101 292 175	102 948 151	104 539 836	105 557 801	1,0%	5,9%
100 F CFP	5 928 892	6 277 382	6 596 233	6 877 580	7 335 463	7 558 244	7 724 109	7 938 841	7 928 374	-0,1%	8,1%
50 F CFP	2 566 111	2 672 766	2 796 311	2 919 133	3 076 881	3 138 749	3 190 977	3 257 982	3 244 748	-0,4%	5,5%
20 F CFP	6 209 442	6 497 387	6 813 408	7 189 057	7 577 475	7 727 785	7 832 892	7 974 330	8 053 308	1,0%	6,3%
10 F CFP	9 040 312	9 493 228	9 880 064	10 320 507	10 871 893	11 108 894	11 270 907	11 479 900	11 660 379	1,6%	7,3%
5 F CFP	10 145 584	10 724 837	11 370 350	11 929 950	12 837 548	12 837 969	13 097 176	13 461 161	13 739 936	2,1%	7,0%
2 F CFP	19 984 352	21 303 971	22 663 880	23 710 059	24 853 956	25 221 386	25 757 927	26 045 406	26 213 888	0,6%	5,5%
1 F CFP	27 740 133	29 011 366	30 303 506	31 712 541	33 145 146	33 699 148	34 074 163	34 382 216	34 717 168	1,0%	4,7%
En millions de F CFP	1 054	1 111	1 167	1 220	1 295	1 327	1 352	1 385	1 389	0,3%	7,3%
100 F CFP	593	628	660	688	734	756	772	794	793	-0,1%	8,1%
50 F CFP	128	134	140	146	154	157	160	163	162	-0,4%	5,5%
20 F CFP	124	130	136	144	152	155	157	160	161	1,0%	6,3%
10 F CFP	90	95	99	103	109	111	113	115	117	1,6%	7,3%
5 F CFP	51	54	57	60	64	64	66	67	69	2,1%	7,0%
2 F CFP	40	43	45	47	50	50	52	52	52	0,6%	5,4%
1 F CFP	28	29	30	32	33	34	34	34	35	0,9%	4,8%

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

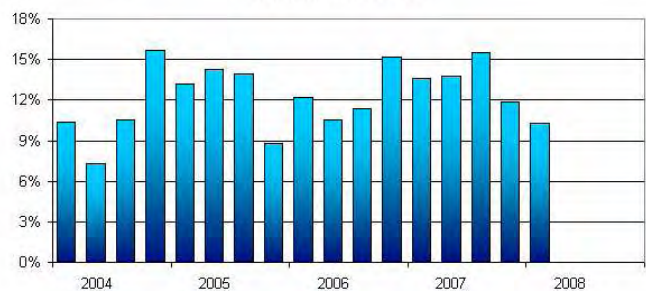
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
Sociétés	61 991	73 491	96 997	110 300	134 576	132 687	144 072	155 149	148 131	-4,5%	10,1%	
Dépôts à vue	30 741	36 434	50 864	61 123	76 041	76 461	79 826	97 209	83 170	-14,4%	9,4%	
Placements liquides ou à court terme	30 382	35 891	40 368	46 371	55 907	53 622	61 715	54 601	61 792	13,2%	10,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	149	401	683	1 688	298	325	243	259	225	-13,1%	-24,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	30 233	35 490	39 685	44 683	55 609	53 297	61 472	54 342	61 567	13,3%	10,7%	
<i>dont comptes à terme</i>	28 297	32 945	37 558	40 525	49 881	48 519	55 757	47 909	55 817	16,5%	11,9%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 936	2 544	2 127	4 158	5 727	4 778	5 714	6 433	5 751	-10,6%	0,4%	
Placements à long terme	868	1 166	5 765	2 806	2 628	2 604	2 531	3 339	3 169	-5,1%	20,6%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	841	1 128	5 730	2 788	2 625	2 600	2 527	2 060	3 166	53,7%	20,6%	
Ménages	170 335	188 011	204 167	223 739	244 281	253 467	259 716	271 321	272 923	0,6%	11,7%	
Dépôts à vue	44 332	49 093	51 379	56 934	61 739	64 840	66 629	71 436	67 718	-5,2%	9,7%	
Placements liquides ou à court terme	79 148	83 062	88 434	94 110	102 722	107 305	111 447	117 662	123 646	5,1%	20,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	42 180	51 527	57 273	59 950	62 495	62 723	63 039	64 704	66 894	3,4%	7,0%	
<i>Livrets ordinaires</i>	30 714	39 899	44 901	47 278	49 003	49 181	49 404	50 645	52 571	3,8%	7,3%	
<i>Livrets A et bleus</i>	11 113	11 032	11 502	11 687	12 422	12 528	12 621	13 047	13 118	2,1%	7,2%	
<i>Livrets jeunes</i>	0	0	156	201	256	248	254	265	275	3,8%	7,4%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	353	596	714	784	814	766	760	747	730	-2,3%	-10,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	36 968	31 535	31 161	34 160	40 227	44 582	48 408	52 958	56 752	7,2%	41,1%	
<i>dont comptes à terme</i>	27 761	18 919	18 026	21 829	25 339	29 953	31 693	36 489	38 231	4,8%	50,9%	
<i>dont bons de caisse</i>	1 154	964	859	802	759	705	658	633	637	0,6%	-16,1%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	8 053	11 652	12 276	11 529	14 129	13 924	16 056	15 836	17 884	12,9%	26,6%	
Placements à long terme	46 855	55 856	64 354	72 695	79 820	81 322	81 640	82 223	81 559	-0,8%	2,2%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	1 928	3 767	4 831	5 878	5 747	5 475	5 207	5 018	4 917	-2,0%	-14,4%	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	34	32	35	35	40	51	50	49	50	2,0%	25,0%	
<i>Portefeuille-titres</i>	3 591	4 070	4 412	3 888	4 996	5 104	5 013	4 575	3 902	-14,7%	-21,9%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	5 638	6 533	6 284	7 247	5 818	5 491	4 801	4 408	4 968	12,7%	-14,6%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	35 664	41 454	48 792	55 647	63 219	65 201	66 569	68 173	67 722	-0,7%	7,1%	
Autres agents	38 476	37 346	37 010	45 460	52 379	47 937	49 975	54 550	54 531	0,0%	4,1%	
Dépôts à vue	12 876	13 209	13 305	20 769	19 538	17 120	16 985	19 540	18 074	-7,5%	-7,5%	
Placements liquides ou à court terme	25 580	24 119	23 695	23 902	31 921	29 860	32 034	34 052	36 270	6,5%	13,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1 305	2 121	2 395	2 684	3 140	3 174	3 438	3 445	3 122	-9,4%	-0,6%	
Placements indexés sur les taux du marché	24 275	21 998	21 300	21 218	28 781	26 686	28 596	30 607	33 148	8,3%	15,2%	
<i>dont comptes à terme</i>	24 173	21 986	20 577	21 155	28 758	26 664	28 574	30 585	33 148	8,4%	15,3%	
Placements à long terme	20	18	10	789	920	957	956	958	187	-80,5%	-79,7%	
TOTAL	270 802	298 848	338 174	379 499	431 236	434 091	453 763	481 020	475 585	-1,1%	10,3%	
Dépôts à vue	87 949	98 736	115 548	138 826	157 318	158 421	163 440	188 185	168 962	-10,2%	7,4%	
Placements liquides ou à court terme	135 110	143 072	152 497	164 383	190 550	190 787	205 196	206 315	221 708	7,5%	16,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	43 634	54 049	60 351	64 322	65 933	66 222	66 720	68 408	70 241	2,7%	6,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	91 476	89 023	92 146	100 061	124 617	124 565	138 476	137 907	151 467	9,8%	21,5%	
Placements à long terme	47 743	57 040	70 129	76 290	83 368	84 883	85 127	86 520	84 915	-1,9%	1,9%	

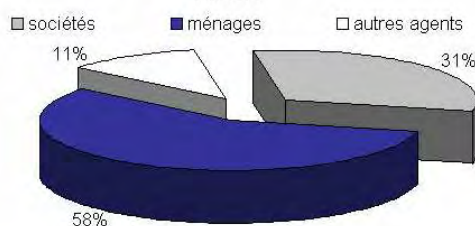
Total des actifs financiers



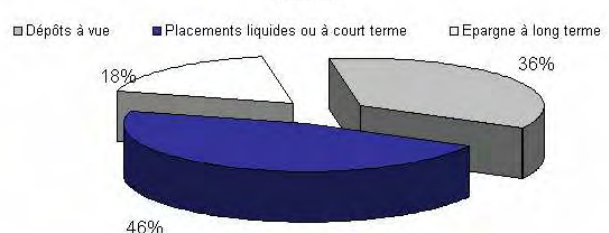
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique mars-08

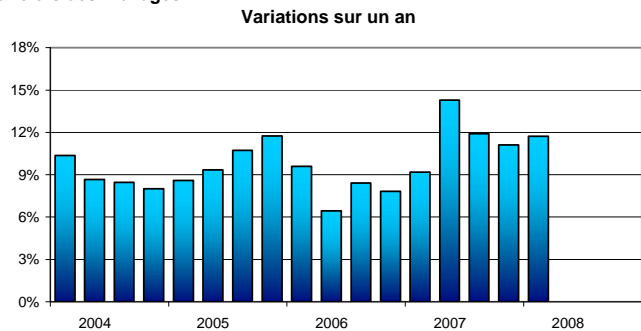
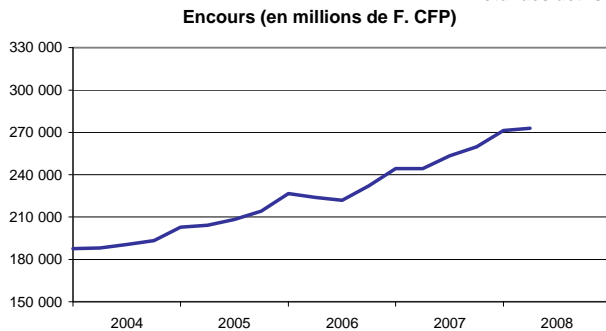


Répartition des actifs financiers par nature mars-08

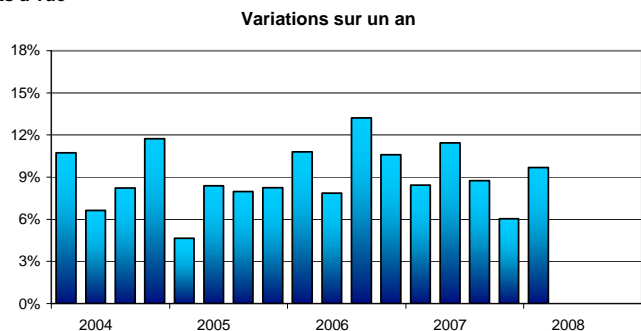
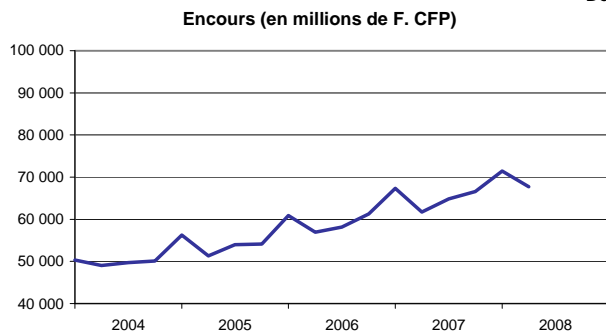


Les avoirs des ménages

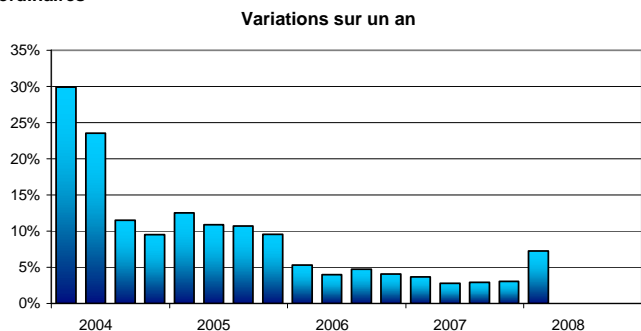
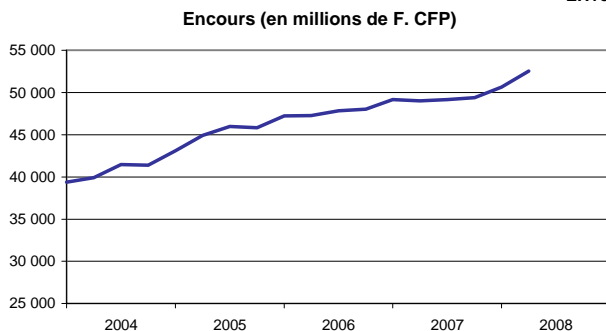
Total des actifs financiers des ménages



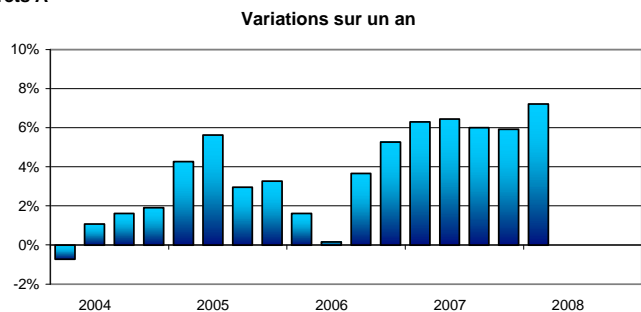
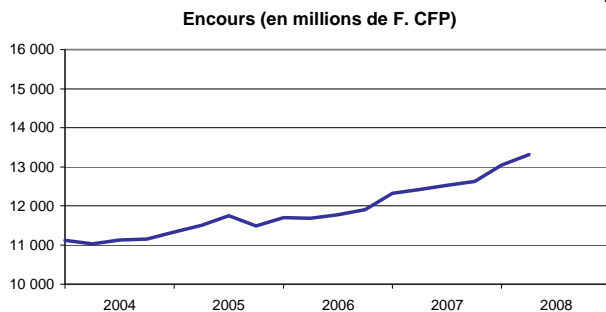
Dépôts à vue



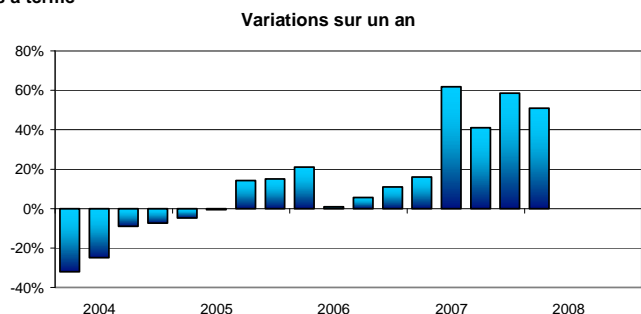
Livrets ordinaires



Livrets A



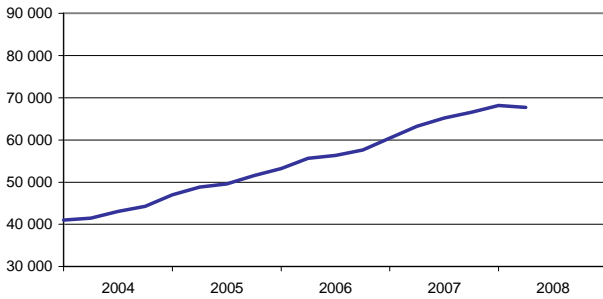
Dépôts à terme



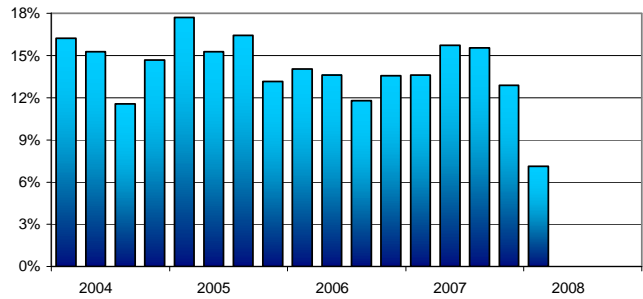
Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie

Encours (en millions de F. CFP)

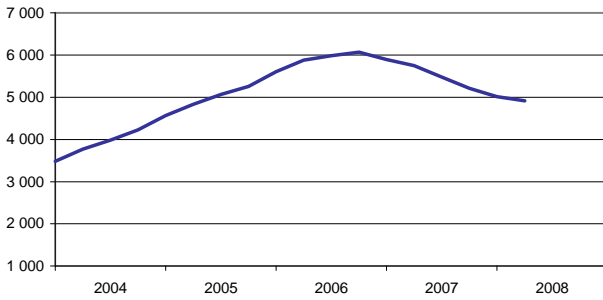


Variations sur un an

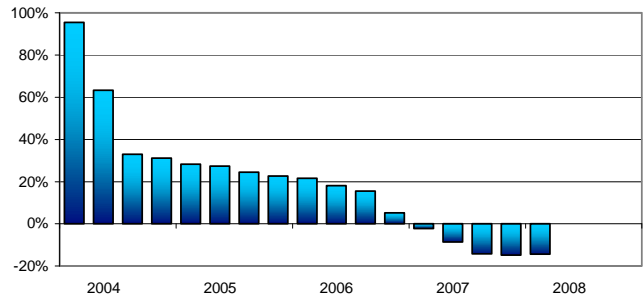


Plans d'épargne logement

Encours (en millions de F. CFP)



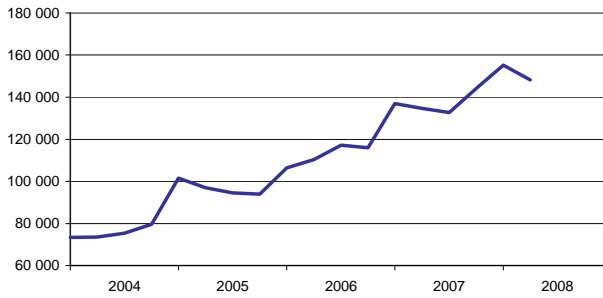
Variations sur un an



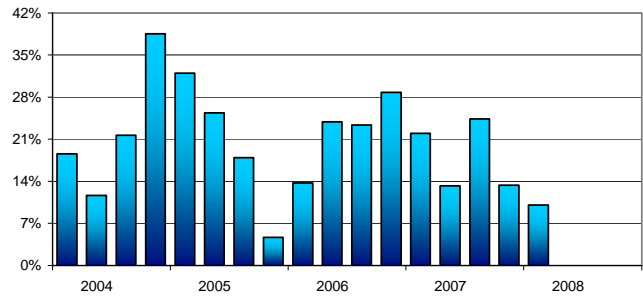
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

Encours (en millions de F. CFP)

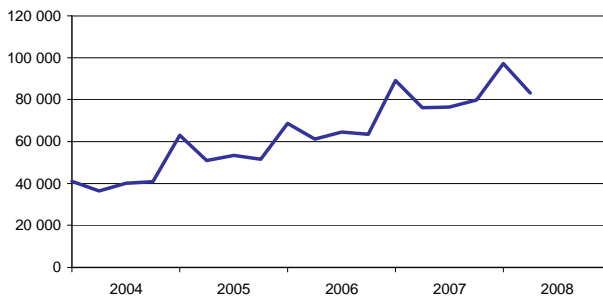


Variations sur un an

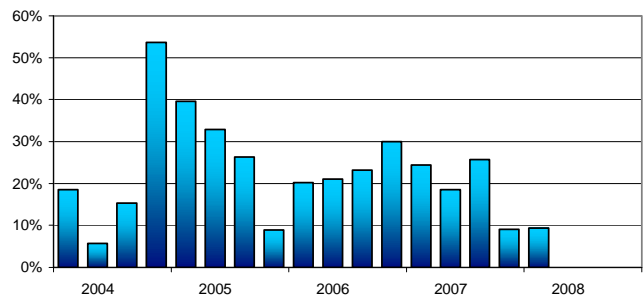


Dépôts à vue

Encours (en millions de F. CFP)

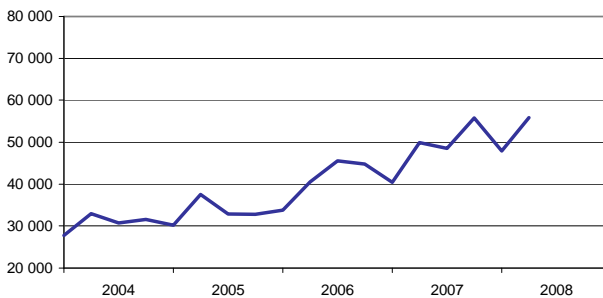


Variations sur un an

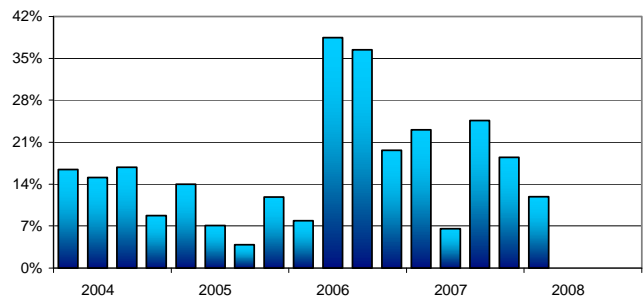


Dépôts à terme

Encours (en millions de F. CFP)

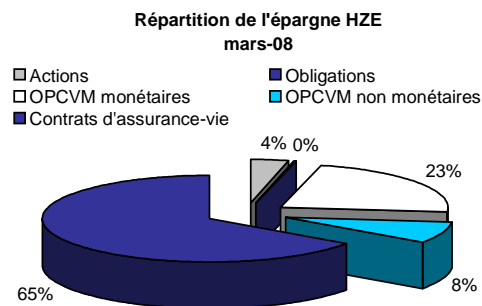
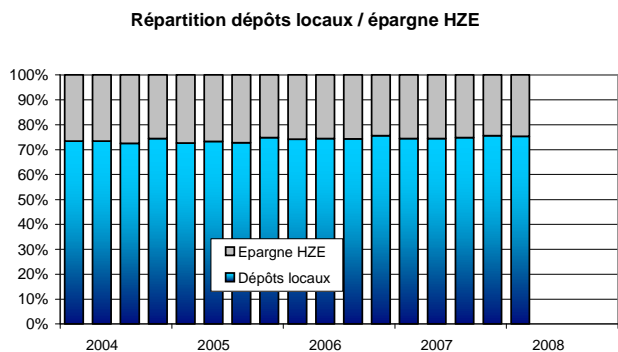
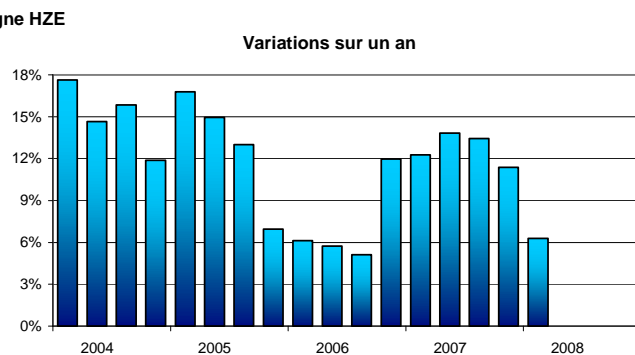
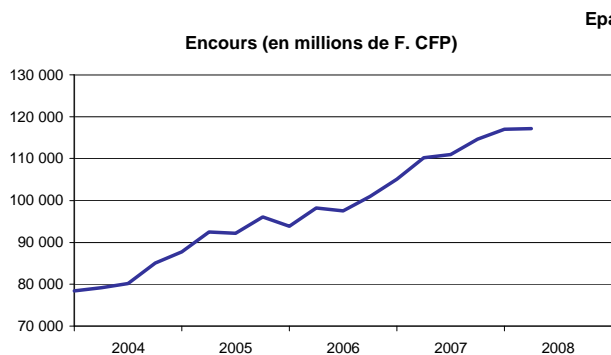
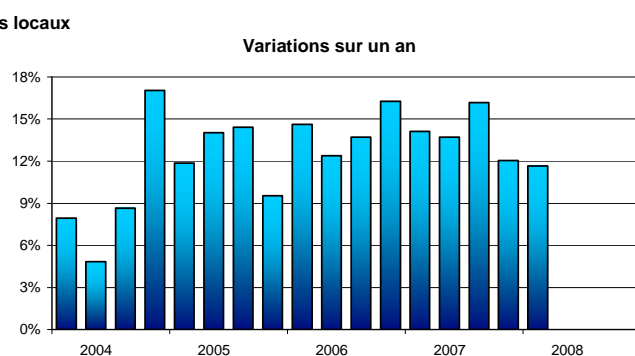
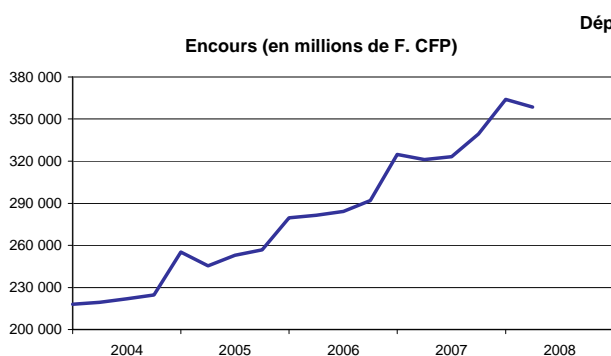


Variations sur un an



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	203 253	219 395	245 432	281 329	321 037	323 112	339 202	363 990	358 451	-1,5%	11,7%	
Dépôts à vue	87 949	98 736	115 547	138 826	157 317	158 420	163 440	188 185	168 962	-10,2%	7,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	33 918	45 845	52 865	58 192	58 983	58 851	59 080	60 190	61 656	2,4%	4,5%	
Livrets ordinaires	31 603	41 450	47 128	51 267	52 091	52 269	52 772	54 073	55 645	2,9%	6,8%	
Livrets jeunes	0	0	156	201	256	248	254	265	275	3,8%	7,4%	
Comptes d'épargne logement	353	596	714	792	816	769	763	750	733	-2,3%	-10,2%	
Plans d'épargne logement	1 928	3 767	4 832	5 896	5 780	5 514	5 241	5 053	4 953	-2,0%	-14,3%	
Autres comptes d'épargne	34	32	35	36	40	51	50	49	50	2,0%	25,0%	
Dépôts à terme	80 232	73 850	76 161	83 509	103 978	105 136	116 024	114 982	127 196	10,6%	22,3%	
Bons de caisse	1 154	964	859	802	759	705	658	633	637	0,6%	-16,1%	
Epargne HZE	67 338	79 212	92 493	98 169	110 198	110 977	114 562	117 031	117 136	0,1%	6,3%	
Livrets A et bleus	11 465	11 762	12 106	12 062	12 769	12 935	12 932	13 320	13 589	2,0%	6,4%	
Actions	1 876	2 580	2 989	3 191	4 912	5 017	4 930	5 771	3 821	-33,8%	-22,2%	
Obligations	1 746	1 531	1 457	714	88	90	87	83	84	1,2%	-4,5%	
OPCVM monétaires	10 091	14 209	15 126	15 750	19 879	18 724	21 793	22 292	23 634	6,0%	18,9%	
OPCVM non monétaires	6 496	7 676	12 023	10 805	9 331	9 010	8 251	7 392	8 286	12,1%	-11,2%	
Contrats d'assurance-vie	35 664	41 454	48 792	55 647	63 219	65 201	66 569	68 173	67 722	-0,7%	7,1%	
TOTAL	270 591	298 607	337 925	379 498	431 235	434 089	453 764	481 021	475 587	-1,1%	10,3%	

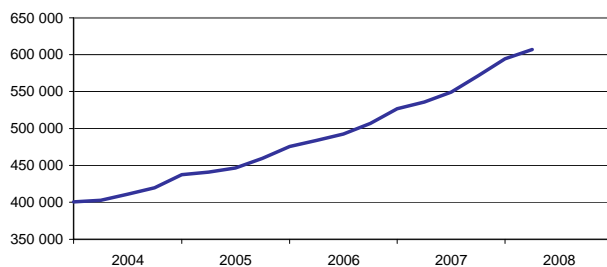


4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

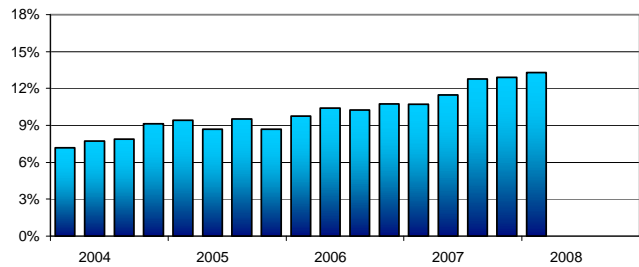
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
Entreprises	147 010	152 956	170 437	191 578	224 843	231 198	245 120	256 989	258 989	0,8%	15,2%
Crédits d'exploitation	52 575	51 807	53 710	60 971	69 031	69 782	68 595	69 840	69 472	-0,5%	0,6%
Créances commerciales	3 815	3 971	3 450	2 962	3 257	2 962	3 190	3 527	3 030	-14,1%	-7,0%
Crédits de trésorerie	26 992	28 564	27 903	30 987	37 793	38 746	39 636	40 278	39 748	-1,3%	5,2%
dont entrepreneurs individuels	2 549	2 334	1 753	1 628	1 605	1 539	1 533	1 649	1 417	-14,1%	-11,7%
Comptes ordinaires débiteurs	21 768	19 272	22 357	27 022	27 981	28 074	25 769	26 035	26 694	2,5%	-4,6%
Crédits d'investissement	68 084	72 234	87 257	88 518	103 738	108 154	115 620	120 218	123 306	2,6%	18,9%
Crédits à l'équipement	61 282	63 882	78 124	78 443	93 705	97 808	105 212	109 779	113 007	2,9%	20,6%
dont entrepreneurs individuels	5 392	5 504	5 990	6 115	6 744	6 881	7 128	7 362	7 762	5,4%	15,1%
Crédit-bail	6 802	8 352	9 133	10 075	10 033	10 346	10 408	10 439	10 299	-1,3%	2,7%
Crédits à la construction	25 761	28 220	28 045	39 766	46 959	47 706	55 153	60 560	59 767	-1,3%	27,3%
Autres crédits	590	695	1 425	2 323	5 115	5 556	5 752	6 371	6 444	1,1%	26,0%
Ménages	173 835	191 602	212 903	233 783	250 653	257 160	265 600	273 373	281 415	2,9%	12,3%
Crédits à la consommation	44 896	48 491	50 642	52 692	57 149	57 819	59 537	60 065	60 754	1,1%	6,3%
Crédits de trésorerie	35 679	37 122	37 149	38 475	41 817	42 261	43 540	44 324	44 374	0,1%	6,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3 077	3 084	3 115	3 361	3 137	3 083	3 253	2 602	3 284	26,2%	4,7%
Crédit-bail	6 140	8 285	10 378	10 856	12 195	12 475	12 744	13 139	13 096	-0,3%	7,4%
Crédits à l'habitat	128 590	142 627	161 481	180 046	192 589	198 307	204 992	212 123	219 235	3,4%	13,8%
Autres crédits	349	484	780	1 045	915	1 034	1 071	1 185	1 426	20,3%	55,8%
Collectivités locales	33 679	35 649	34 380	34 552	35 036	34 664	36 126	39 151	43 384	10,8%	23,8%
Crédits d'exploitation	711	1 263	882	1 730	2 262	2 259	3 299	7 152	8 345	16,7%	268,9%
Crédits de trésorerie	614	877	778	1 582	2 195	2 208	3 239	7 074	8 268	16,9%	276,7%
Comptes ordinaires débiteurs	97	386	104	148	67	51	60	78	77	-1,3%	14,9%
Crédits d'investissement	30 819	31 833	31 993	31 470	31 590	31 282	31 714	30 948	33 974	9,8%	7,5%
Crédits à l'équipement	30 817	31 833	31 984	31 458	31 572	31 263	31 695	30 906	33 918	9,7%	7,4%
Crédit-bail	2	0	9	12	18	19	19	42	56	33,3%	211,1%
Crédits à l'habitat	1 357	1 145	823	732	626	597	587	557	557	0,0%	-11,0%
Autres crédits	792	1 408	682	620	558	526	526	494	508	2,8%	-9,0%
Autres agents de CCB non ventilés	3 782	5 913	6 330	7 576	9 474	10 578	9 435	10 389	8 533	-17,9%	-9,9%
Total encours sain	358 306	386 120	424 050	467 489	520 006	533 600	556 281	579 902	592 321	2,1%	13,9%
Créances douteuses brutes	17 564	16 732	16 780	16 304	15 634	15 707	15 098	14 505	14 531	0,2%	-7,1%
Créances douteuses nettes	5 586	5 802	5 832	6 364	5 557	5 640	5 100	4 561	4 484	-1,7%	-19,3%
dont entreprises	3 938	3 838	3 889	3 780	3 611	3 540	3 203	2 583	2 599	0,6%	-28,0%
dont ménages	1 324	1 665	1 516	1 791	1 854	2 017	1 846	1 923	1 836	-4,5%	-1,0%
Provisions	11 978	10 930	10 948	9 940	10 077	10 067	9 998	9 944	10 047	1,0%	-0,3%
Total encours brut	375 870	402 852	440 830	483 793	535 640	549 307	571 379	594 407	606 852	2,1%	13,3%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,3%	4,0%	3,5%	3,0%	2,9%	2,7%	2,5%	2,5%	0 pt	-0,6 pt
Taux de provisionnement	68,2%	65,3%	65,2%	61,0%	64,5%	64,1%	66,2%	68,6%	69,1%	0,6 pt	4,7 pt

Encours (en millions de F. CFP)

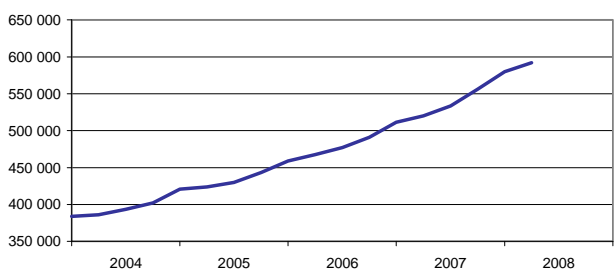


Encours de crédit brut

Variations sur un an

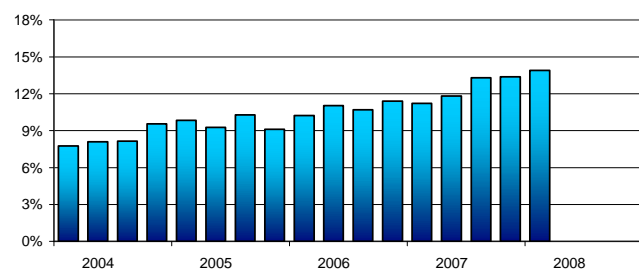


Encours (en millions de F. CFP)

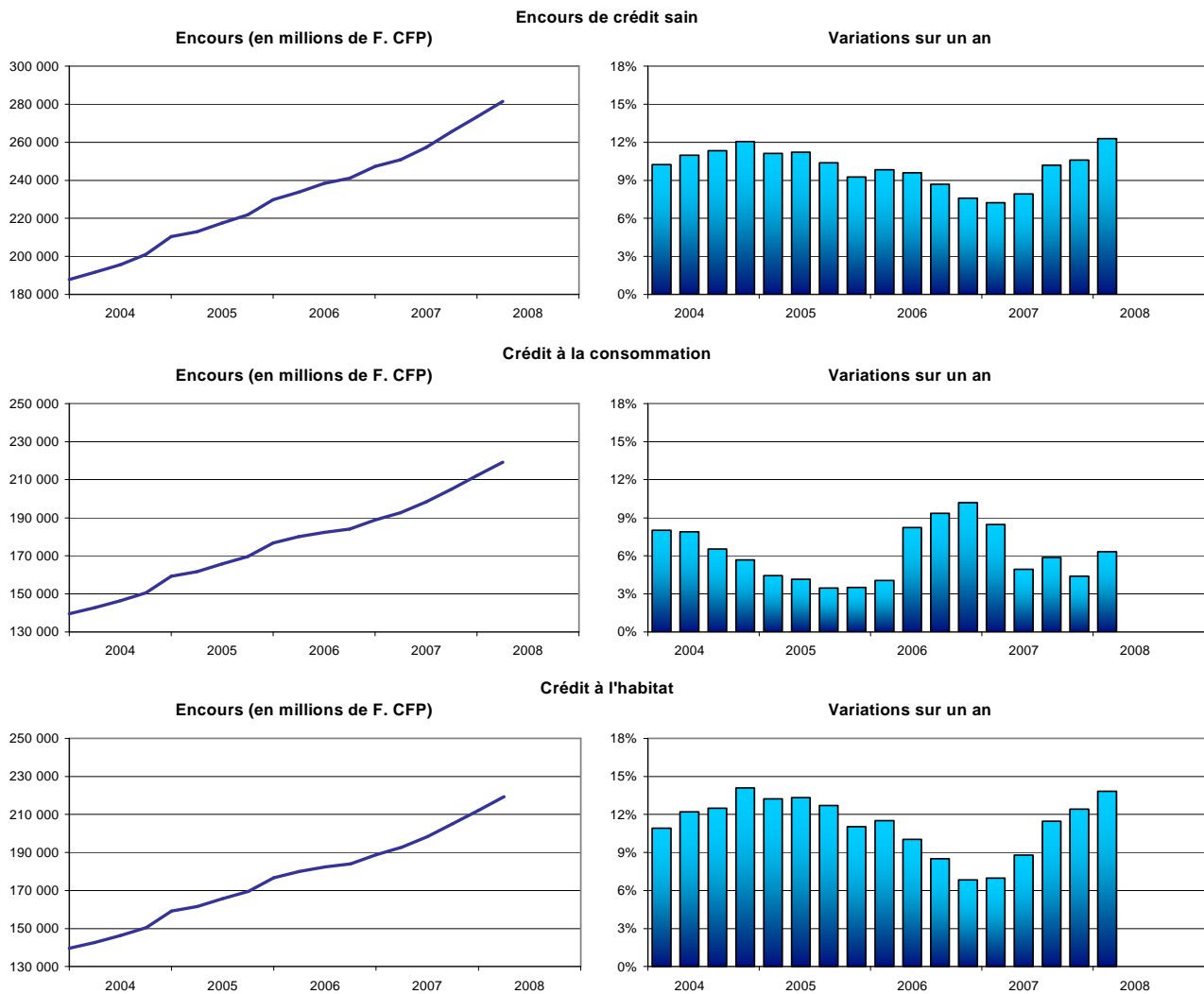


Encours de crédit sain

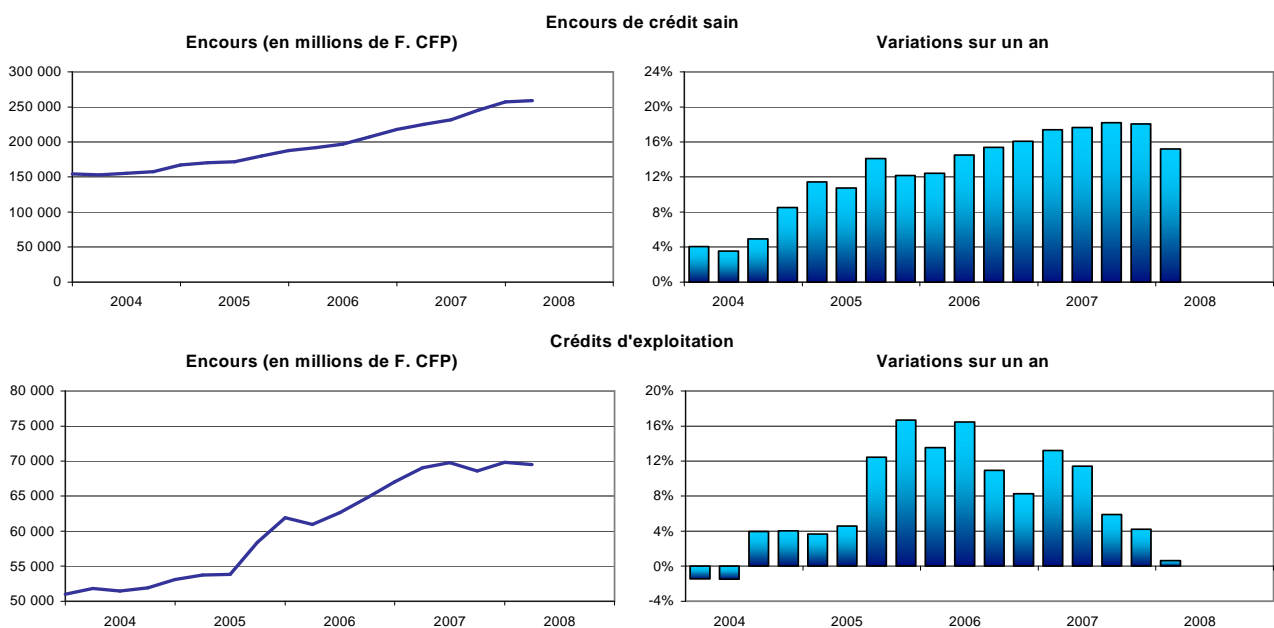
Variations sur un an



L'endettement des ménages

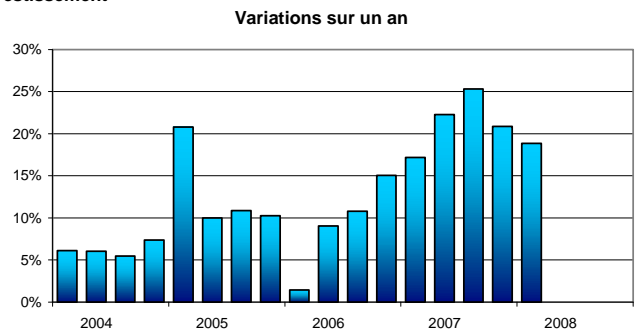
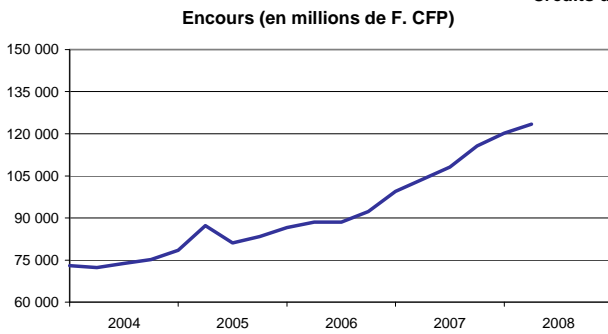


L'endettement des entreprises

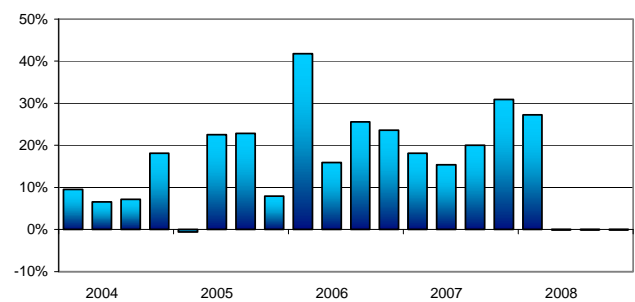
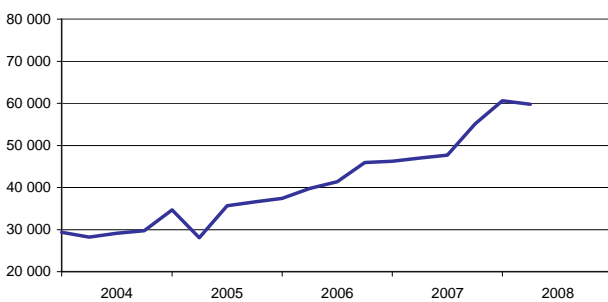


Conjoncture financière et bancaire

Crédits d'investissement

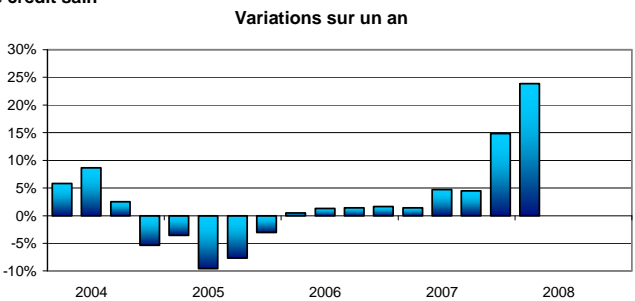
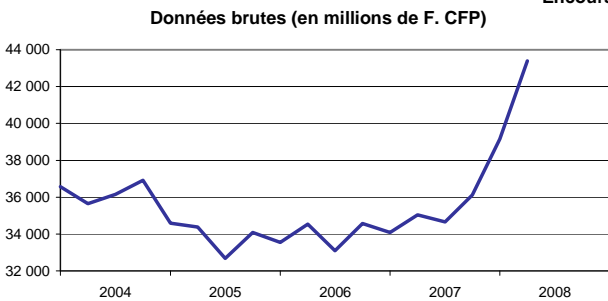


Crédits à la construction (principalement habitat social et promotion immobilière)

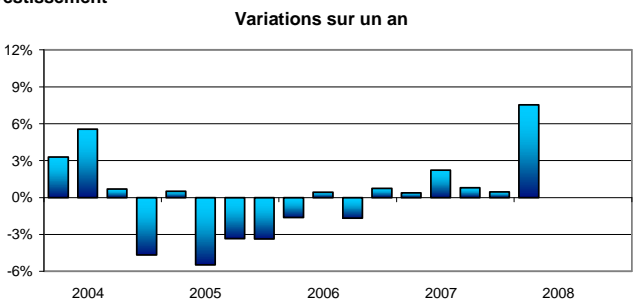
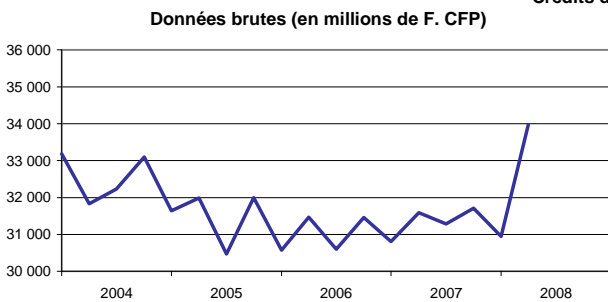


L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain



Crédits d'investissement



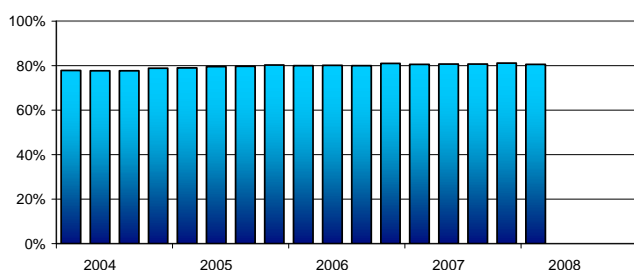
Conjoncture financière et bancaire

4.1 Les passifs des établissements locaux

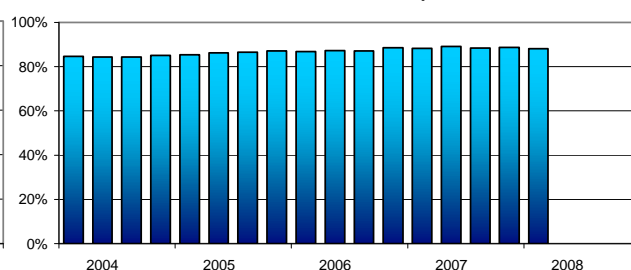
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an	
Entreprises	122 359	129 561	145 468	166 351	198 231	205 962	216 528	227 933	227 919	0,0%	15,0%	
Crédits d'exploitation	52 575	51 807	53 710	60 971	69 031	69 782	68 595	69 840	69 472	-0,5%	0,6%	
Créances commerciales	3 815	3 971	3 450	2 962	3 257	2 962	3 190	3 527	3 030	-14,1%	-7,0%	
Crédits de trésorerie	26 992	28 564	27 903	30 987	37 793	38 746	39 636	40 278	39 748	-1,3%	5,2%	
dont entrepreneurs individuels	2 549	2 334	1 753	1 628	1 605	1 539	1 533	1 649	1 417	-14,1%	-11,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	21 768	19 272	22 357	27 022	27 981	28 074	25 769	26 035	26 694	2,5%	-4,6%	
Crédits d'investissement	59 078	64 651	72 442	82 115	98 219	103 141	110 655	117 349	120 335	2,5%	22,5%	
Crédits à l'équipement	52 276	56 299	63 309	72 040	88 186	92 795	100 247	106 910	110 036	2,9%	24,8%	
dont entrepreneurs individuels	5 392	5 504	5 990	6 115	6 744	6 881	7 128	7 362	7 762	5,4%	15,1%	
Crédit-bail	6 802	8 352	9 133	10 075	10 033	10 346	10 408	10 439	10 299	-1,3%	2,7%	
Crédits à la construction	10 631	12 751	18 564	21 163	26 126	27 712	31 755	35 123	32 464	-7,6%	24,3%	
Autres crédits	75	352	752	2 102	4 855	5 327	5 523	5 621	5 648	0,5%	16,3%	
Ménages	149 435	159 765	177 542	193 752	204 296	208 805	215 056	220 574	227 562	3,2%	11,4%	
Crédits à la consommation	40 784	43 828	46 030	47 721	51 183	51 525	52 971	53 176	53 609	0,8%	4,7%	
Crédits de trésorerie	31 567	32 459	32 537	33 504	35 851	35 967	36 974	37 435	37 229	-0,6%	3,8%	
Comptes ordinaires débiteurs	3 077	3 084	3 115	3 361	3 137	3 083	3 253	2 602	3 284	26,2%	4,7%	
Crédit-bail	6 140	8 285	10 378	10 856	12 195	12 475	12 744	13 139	13 096	-0,3%	7,4%	
Crédits à l'habitat	108 302	115 456	130 734	144 988	152 198	156 246	161 014	166 213	172 527	3,8%	13,4%	
Autres crédits	349	481	778	1 043	915	1 034	1 071	1 185	1 426	20,3%	55,8%	
Collectivités locales	1 948	2 347	3 278	3 776	4 609	4 594	5 635	9 566	10 779	12,7%	133,9%	
Crédits d'exploitation	711	1 263	882	1 730	2 262	2 259	3 299	7 152	8 345	16,7%	268,9%	
Crédits de trésorerie	614	877	778	1 582	2 195	2 208	3 239	7 074	8 268	16,9%	276,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	97	386	104	148	67	51	60	78	77	-1,3%	14,9%	
Crédits d'investissement	1 217	1 052	1 828	1 558	1 902	1 901	1 911	2 000	2 029	1,5%	6,7%	
Crédits à l'équipement	1 215	1 052	1 819	1 546	1 884	1 882	1 892	1 958	1 973	0,8%	4,7%	
Crédit-bail	2	0	9	12	18	19	19	42	56	33,3%	211,1%	
Crédits à l'habitat	20	32	568	488	445	434	425	414	405	-2,2%	-9,0%	
Autres agents de CCB non ventilés	3 700	5 861	6 330	7 576	9 474	8 992	9 435	10 160	8 533	-16,0%	-9,9%	
Total concours sain	277 442	297 534	332 618	371 455	416 610	428 353	446 654	468 233	474 793	1,4%	14,0%	
Créances douteuses brutes	16 958	16 174	16 156	15 307	15 360	15 380	14 765	14 196	14 192	0,0%	-7,6%	
Créances douteuses nettes	5 005	5 247	5 211	5 367	5 283	5 313	4 767	4 253	4 146	-2,5%	-21,5%	
dont entreprises	3 831	3 838	3 858	3 780	3 611	3 540	3 192	2 573	2 588			
dont ménages	1 149	1 405	1 256	1 547	1 580	1 690	1 524	1 625	1 509			
Provisions	11 953	10 927	10 945	9 940	10 077	10 067	9 998	9 943	10 046	1,0%	-0,3%	
Total concours brut	294 400	313 708	348 774	386 762	431 970	443 733	461 419	482 429	488 985	1,4%	13,2%	
Taux de créances douteuses	5,8%	5,2%	4,6%	4,0%	3,6%	3,5%	3,2%	2,9%	2,9%	0 pt	-0,7 pt	
Taux de provisionnement	70,5%	67,6%	67,7%	64,9%	65,6%	65,5%	67,7%	70,0%	70,8%	0,7 pt	5,2 pt	

Parts de marché des établissements installés localement

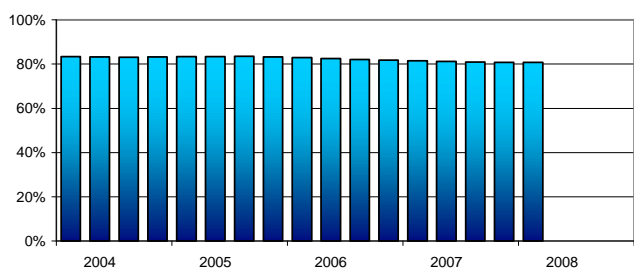
Encours de crédit brut total



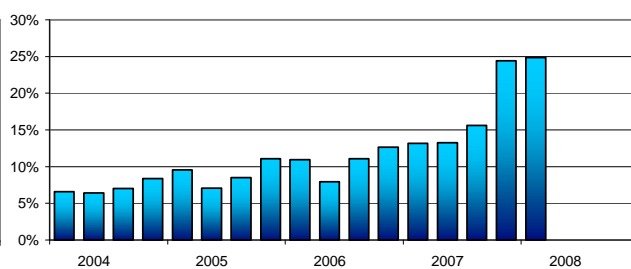
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

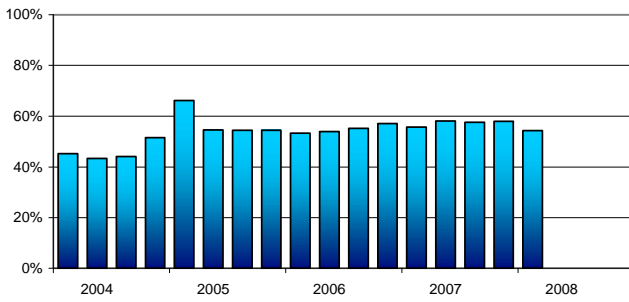


Encours de crédit aux collectivités locales

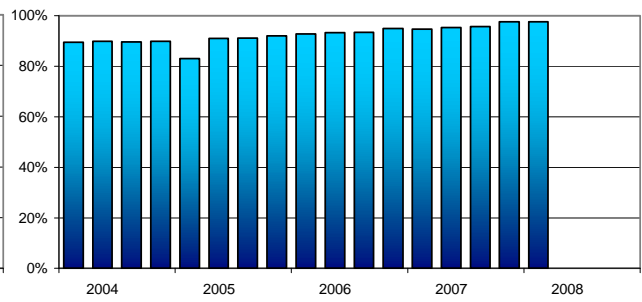


Parts de marché des établissements installés localement

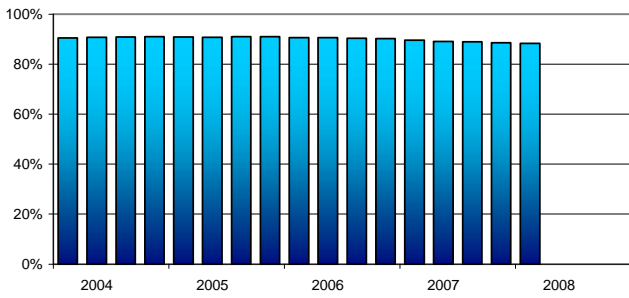
Encours de crédit à la construction des entreprises



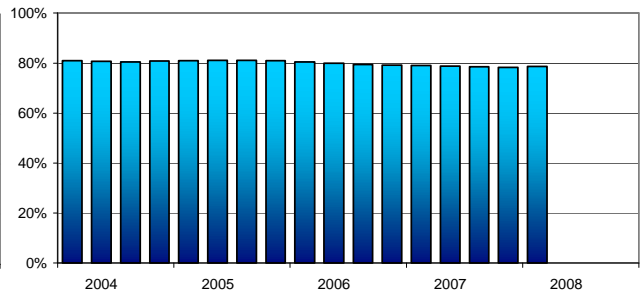
Encours de crédit d'équipement des entreprises



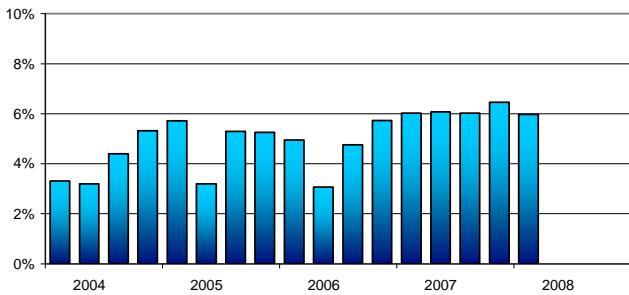
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



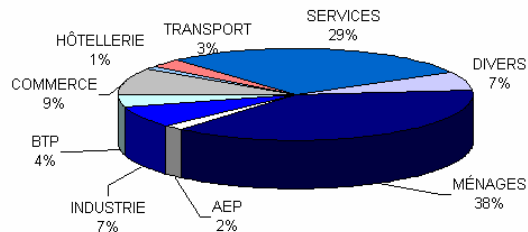
Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



5. Les engagements bancaires

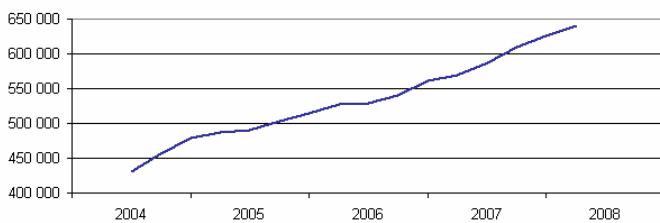
5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 mars 2008

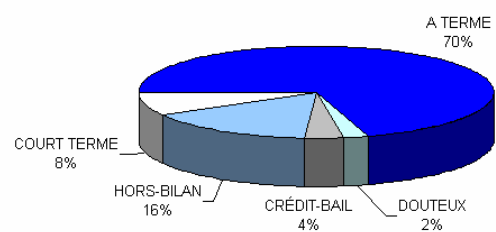


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

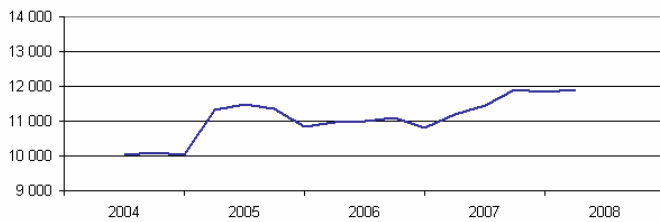


Structure en %

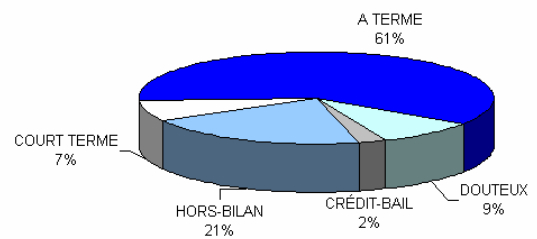


AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

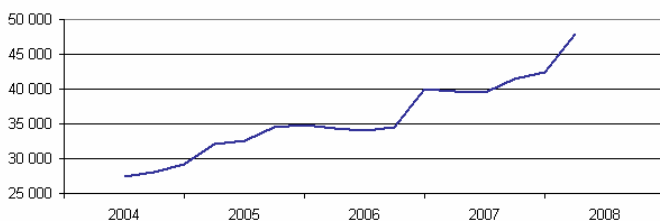


Structure en %

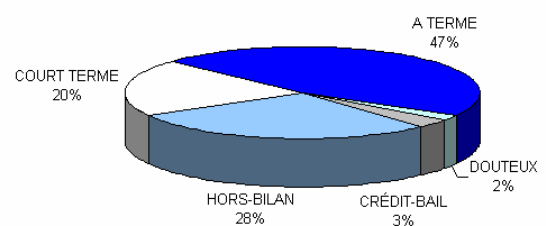


INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



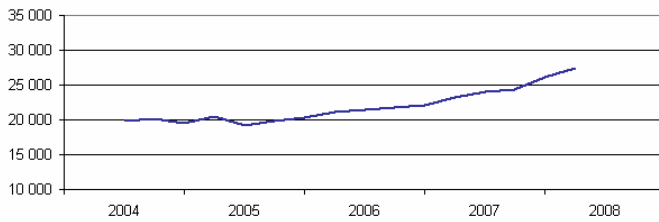
Structure en %



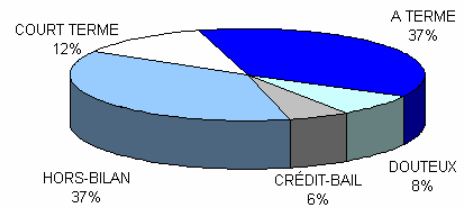
Conjoncture financière et bancaire

BTP

Encours en millions de F CFP

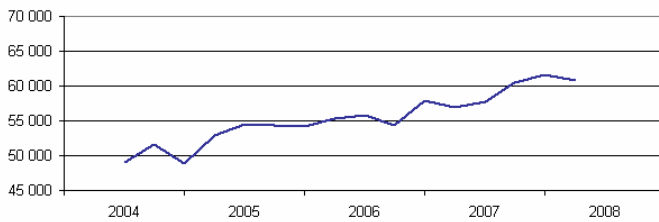


Structure en %

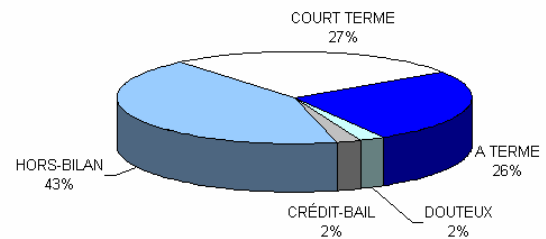


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

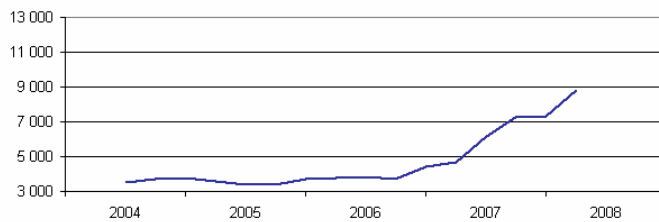


Structure en %

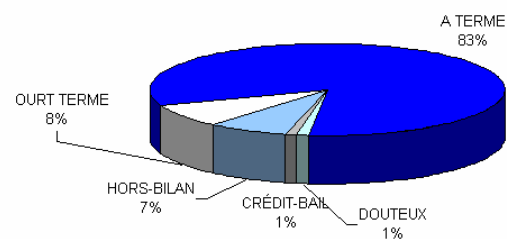


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

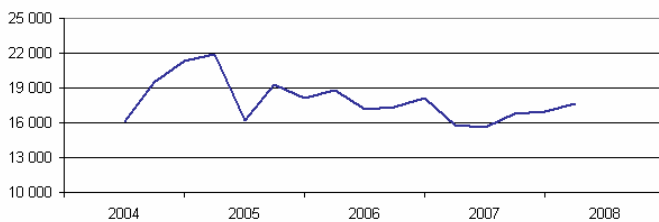


Structure en %

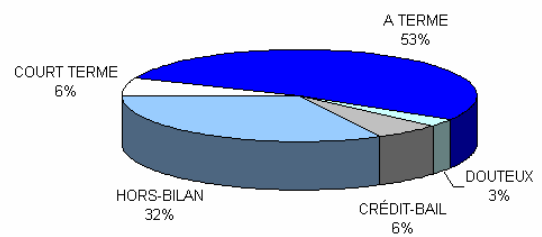


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

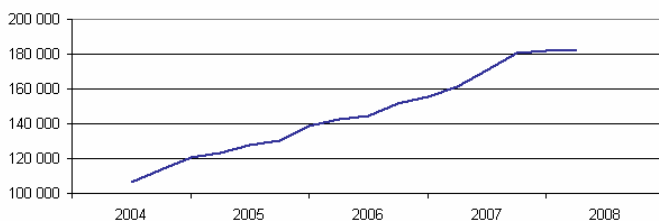


Structure en %

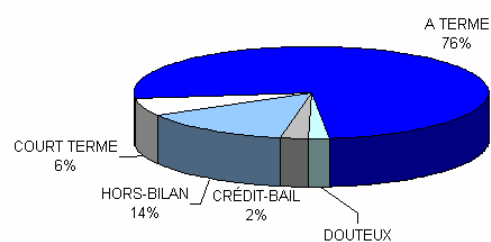


SERVICES

Encours en millions de F CFP



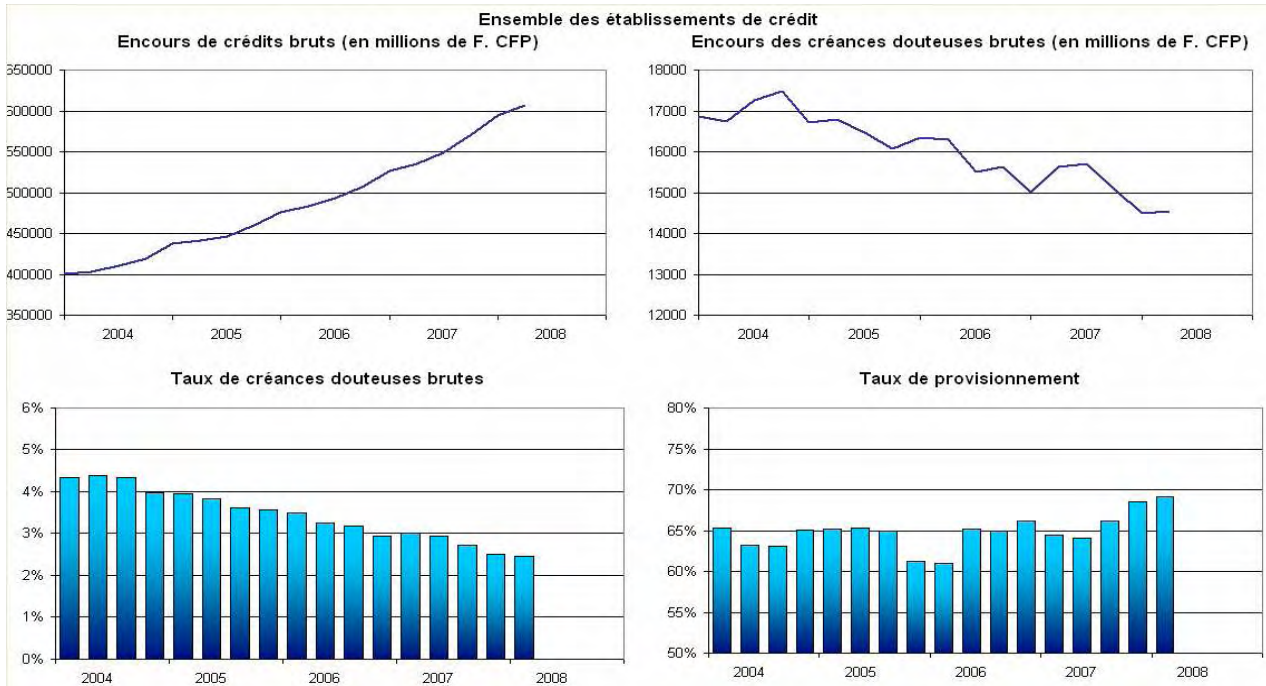
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

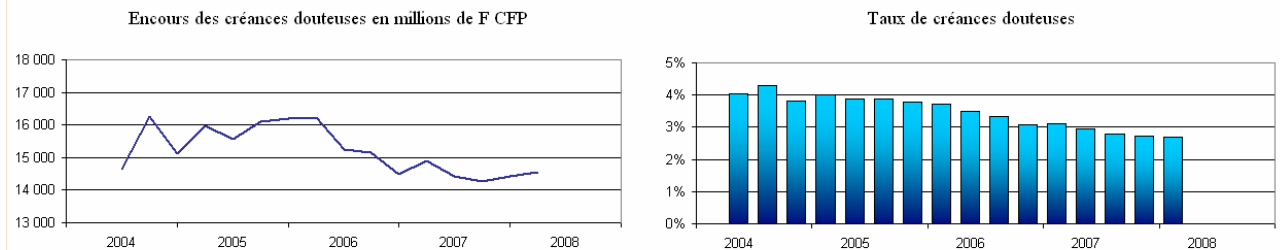
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : BAFI)

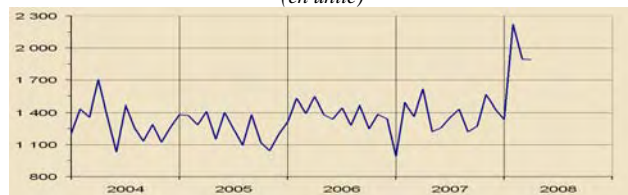


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

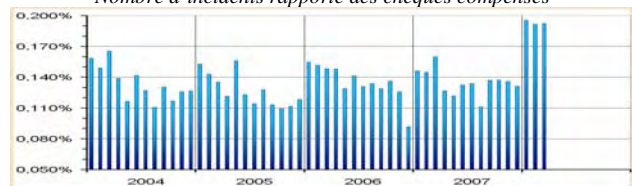


Incidents de paiement sur chèques (en unité)



Source : IEOM

Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



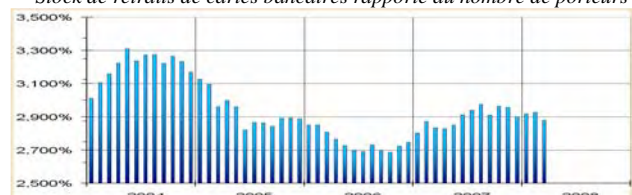
Source : IEOM

Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



Source : IEOM

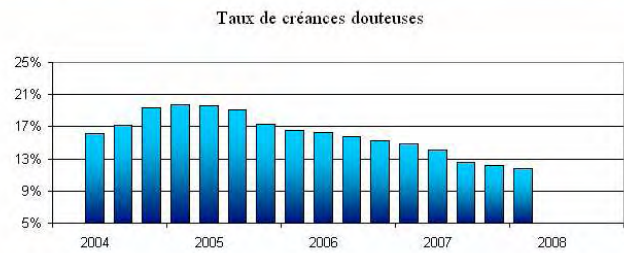
Conjoncture financière et bancaire

Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

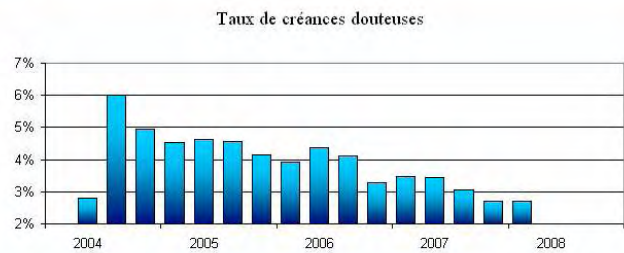
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



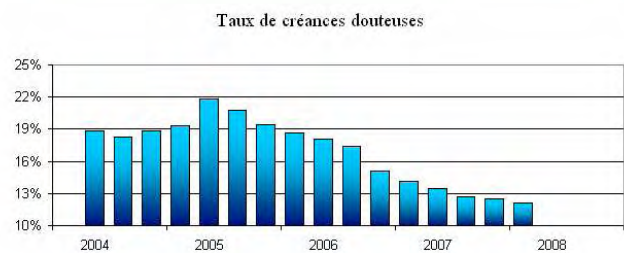
AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



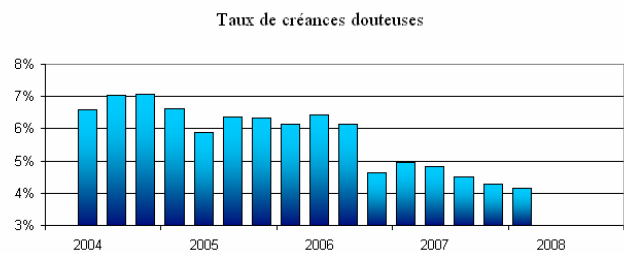
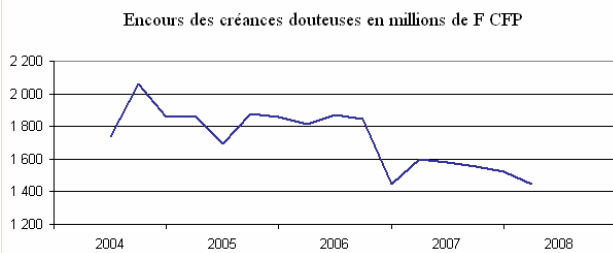
INDUSTRIE



BTP



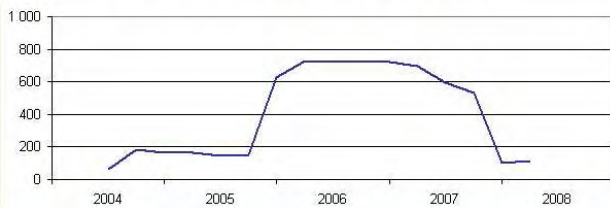
COMMERCE



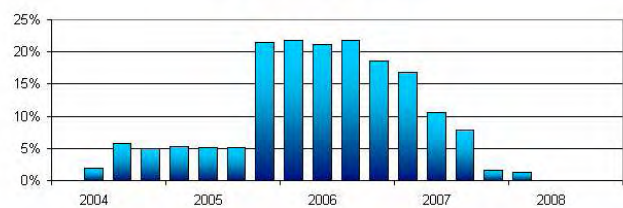
Conjoncture financière et bancaire

HÔTELLERIE

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

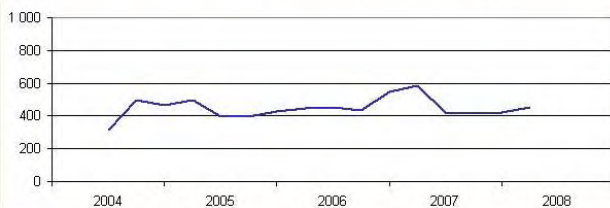


Taux de créances douteuses

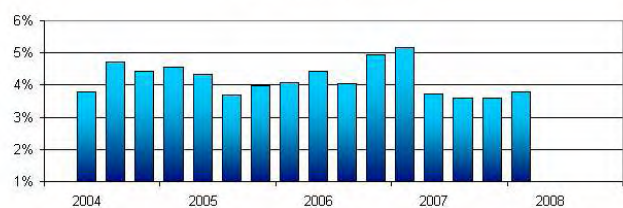


TRANSPORT

Encours des créances douteuses en millions de F CFP

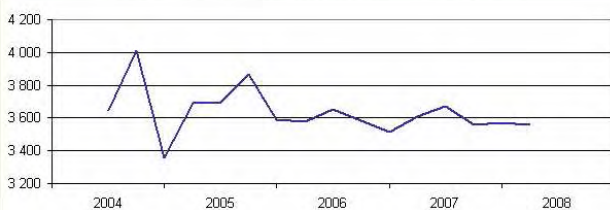


Taux de créances douteuses

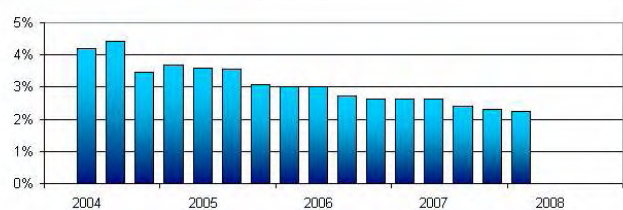


SERVICES

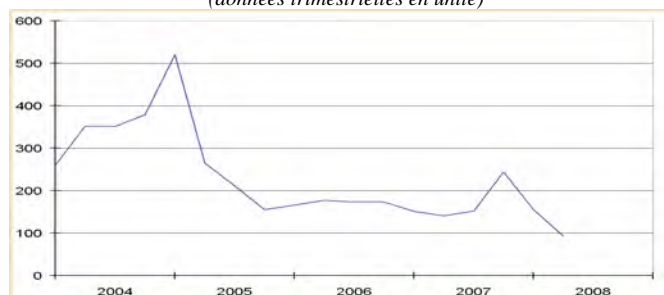
Encours des créances douteuses en millions de F CFP



Taux de créances douteuses



Incidents de paiement sur effets (données trimestrielles en unité)

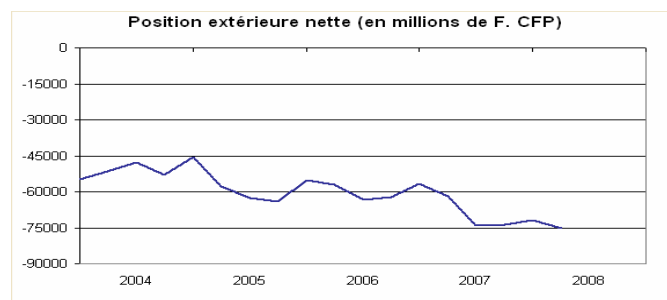


Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
Emplois	303 331	323 844	361 488	399 386	446 280	458 993	474 686	502 036	505 016	0,6%	13,2%
Excédent des opérations diverses des EC	0	1 111	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	294 400	313 708	348 774	386 762	431 970	443 733	461 419	482 429	488 985	1,4%	13,2%
Réserves obligatoires et libres	8 931	9 025	12 714	12 624	14 310	15 260	13 267	19 607	16 031	-18,2%	12,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	303 331	323 844	361 488	399 386	446 280	458 993	474 686	502 036	505 016	0,6%	13,2%
Dépôts collectés (- encaisses)	203 669	219 431	244 741	278 626	317 684	319 032	334 626	357 957	353 881	-1,1%	11,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	38 324	41 843	44 274	48 864	49 078	51 747	52 152	54 249	54 843	1,1%	11,7%
Excédent des opérations diverses des EC	4 817	0	3 343	4 923	7 938	4 651	4 728	7 509	9 156	21,9%	15,3%
Réesc compte	5 571	11 101	11 304	10 040	9 618	9 553	9 615	10 388	11 981	15,3%	24,6%
Position extérieure nette des EC (si négative)	50 950	51 469	57 826	56 933	61 962	74 010	73 565	71 933	75 155	4,5%	21,3%

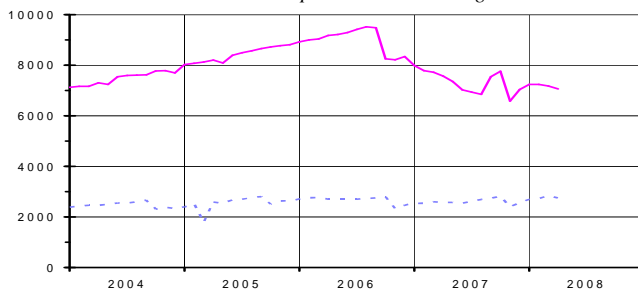


6.2 Le réesc compte

Cotation et réesc compte	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-03	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	1 trim	1 an
Cotation (nombre)											
Cotes valides	5 616	7 310	8 207	9 179	7 569	6 943	7 767	7 242	7 068	-2,4%	-6,6%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 038	2 471	2 596	2 709	2 580	2 628	2 824	2 700	2 757	2,1%	6,9%
Taux	36%	34%	32%	30%	34%	38%	36%	37%	39%	2 pt	5 pt
Refinancement	9 323	11 117	11 306	10 040	9 618	9 554	9 615	10 388	11 980	15,3%	24,6%
Entreprises	7 588	9 873	10 525	9 584	9 381	9 358	9 457	10 262	11 881	15,8%	26,6%
Particuliers	1 735	1 244	781	456	237	196	158	126	99	-21,4%	ns

Cotation des entreprises

— Nombre d'entreprises cotées
 - - - Nombre d'entreprises cotées et rééligibles



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois
 (en millions de F. CFP)



Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

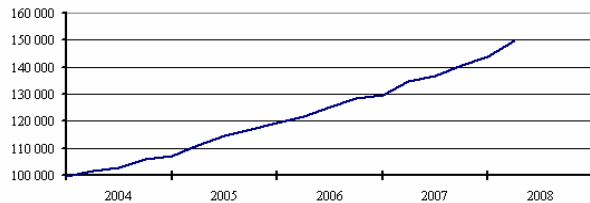
7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

Monétique	mars-02	mars-03	mars-04	mars-05	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	Variations	
										1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Carte Bleue	49 925	54 811	60 259	67 254	78 840	79 156	81 477	82 881	84 915	2,5%	7,7%
Carte Jade	19 798	21 001	22 112	22 914	28 081	28 244	29 038	29 474	30 946	5,0%	10,2%
Cartes privatives	15 412	17 833	19 153	20 993	27 778	29 157	30 028	31 479	33 924	7,8%	22,1%
Nombre de cartes	85 135	93 645	101 524	111 161	134 699	136 557	140 543	143 834	149 785	4,1%	11,2%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	1 685	1 830	1 921	1 995	2 509	2 532	2 642	2 669	2 699	1,1%	7,6%
Nombre de transactions	834 011	905 871	1 011 846	1 110 708	1 365 624	1 414 562	1 507 447	1 679 890	1 528 817	-9,0%	12,0%
Montant (milliers de XPF)	7 187 314	7 989 968	8 892 245	9 784 558	12 036 997	12 295 523	13 135 601	15 202 364	13 445 745	-11,6%	11,7%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-2,2%	0,0%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	246	192	187	153	213	208	204	204	34	-83,3%	-84,0%
Nombre de transactions	7 556	4 728	8 822	5 298	4 760	4 590	4 567	4 279	4 403	2,9%	-7,5%
Montant (milliers de XPF)	251 792	112 526	165 064	124 183	107 715	108 348	118 766	132 400	71 971	-45,6%	-33,2%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	33	24	19	23	23	24	26	31	16	-47,2%	-27,9%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	86	93	100	100	140	141	147	148	152	2,7%	8,6%
Nombre de retraits	600 029	666 041	756 735	819 304	1 085 599	1 209 459	1 298 257	1 394 810	1 387 518	-0,5%	27,8%
Montant (milliers de XPF)	5 341 676	5 987 963	6 633 727	7 313 250	10 754 478	11 673 463	12 596 184	14 318 680	15 252 457	6,5%	41,8%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	9	9	9	10	10	10	10	11	6,8%	11,1%

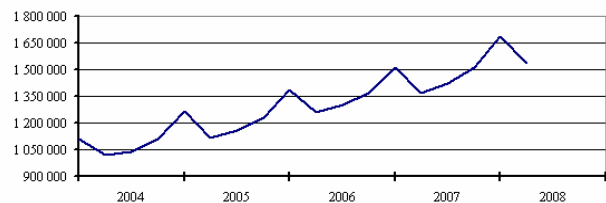
* le nombre de MTM a fait l'objet d'une régularisation en mars 2008

Nombre de porteurs



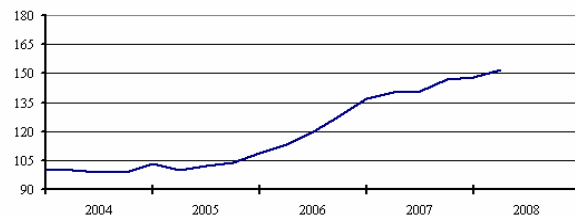
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



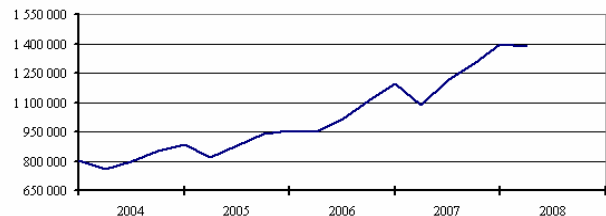
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

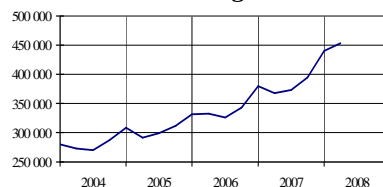


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	mars-05	mars-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	Variations	
								1 trim	1 an
En nombre	4 166 958	4 411 726	4 533 681	4 596 767	4 774 042	4 895 325	4 812 628	-1,7%	6,2%
Chèques	2 838 215	2 949 006	2 973 639	3 023 080	3 098 806	3 210 192	3 108 062	-3,2%	4,5%
Virements	704 859	782 736	835 445	867 537	926 610	957 713	900 125	-6,0%	7,7%
Effets	4 637	5 036	3 790	3 735	3 472	3 511	3 358	-4,4%	-11,4%
Autres	619 247	674 948	720 807	702 415	745 154	723 909	801 083	10,7%	11,1%
En millions de F CFP	291 491	332 699	367 459	372 977	394 373	439 862	453 169	3,0%	23,3%
Chèques	142 984	161 933	184 359	187 439	196 806	216 433	224 933	3,9%	22,0%
Virements	123 741	146 000	158 824	161 345	173 346	198 822	201 513	1,4%	26,9%
Effets	8 032	9 532	7 693	7 673	6 888	7 358	7 488	1,8%	-2,7%
Autres	16 734	15 234	16 583	16 520	17 333	17 249	19 235	11,5%	16,0%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

8. Rappel des taux

8.1 Les taux d'intérêt légal

Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année	Année
1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

Taux de l'IEOM	3ème Trim. 2007	4ème Trim. 2007	1er Trim. 2008	2ème Trim. 2008
Taux de la facilité de dépôt	1,75 % (3)	2,00 % (8)	2,00 %	2,00 %
Taux de l'escompte de chèque	5,00 % (4)	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Taux de la facilité de prêt marginal	5,00 % (4)	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Taux de réescompte des crédits aux entreprises <i>Taux plafond</i>	2,75 % (2) 5,50 %	3,00 % (7) 5,75 %	3,00 % 5,75 %	3,00 % 5,75 %
Taux de réescompte des Prêts bancaires au logement - PBL <i>Taux plafond (taux SGFGAS)</i>	3,00 % (1) 6,55 %-7,00 % (5)	3,00 % 6,85 %-7,30 % (6)	3,00 % 6,70 %-7,15 % (9)	3,00 % 6,70 %-7,15 % (10)

(1) à compter du 01/08/1996

(4) à compter du 13/06/2007

(7) à compter du 20/11/2007

(10) à compter du 01/05/2008

(2) à compter du 01/04/2007

(5) à compter du 01/07/2007

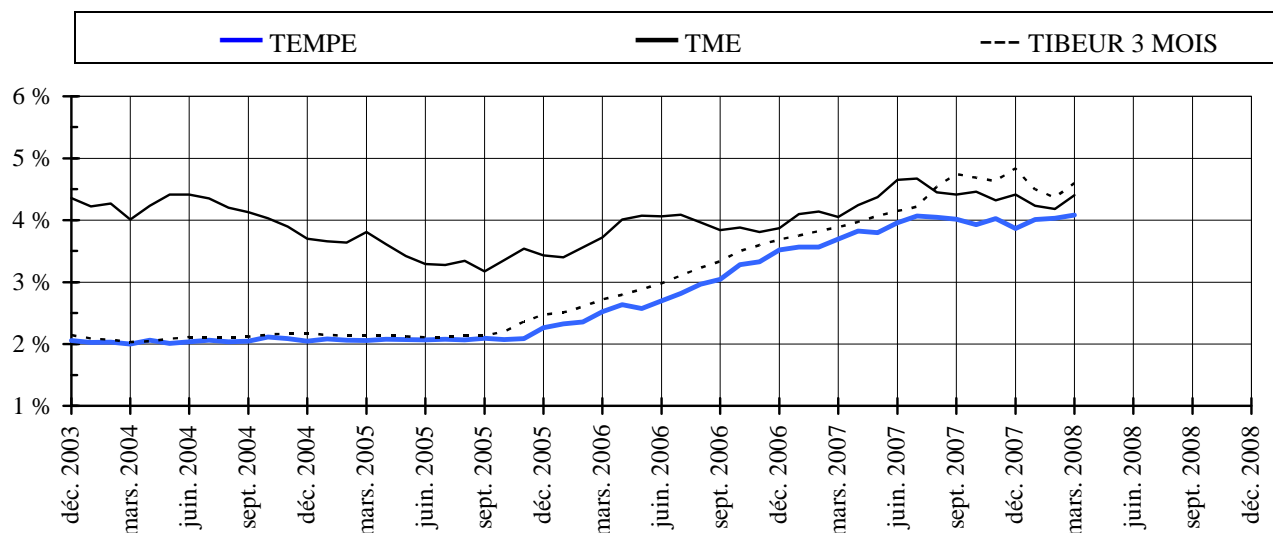
(8) à compter du 20/11/2007

(3) à compter du 05/06/2007

(6) à compter du 01/09/2007

(9) à compter du 01/02/2008

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Les taux de l'usure¹

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2007	4 ^{ème} Trim. 2007	1 ^{er} Trim. 2008	2 ^{ème} Trim. 2008
Prêts immobiliers				
- Prêts à taux fixe	6,41 %	6,63 %	7,12 %	7,25 %
- Prêts à taux variable	6,53 %	6,72 %	7,05 %	7,16 %
- Prêts à taux relais	6,48 %	6,53 %	7,00 %	7,25 %
Autres prêts				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	20,39 %	20,49 %	20,88 %	20,60 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,85 %	19,80 %	20,16 %	20,48 %
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	8,93 %	9,04 %	9,38 %	9,60 %

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2007	4 ^{ème} Trim. 2007	1 ^{er} Trim. 2008	2 ^{ème} Trim. 2008
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,92 %	11,49 %	11,53 %	11,39 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,95 %	7,51 %	7,64 %	7,39 %
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,09 %	7,33 %	7,64 %	7,73 %
- Découverts en compte (2)	14,48 %	14,61 %	14,71 %	14,29 %
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,49 %	9,72 %	9,67 %	9,84 %

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	3 ^{ème} Trim. 2007	4 ^{ème} Trim. 2007	1 ^{er} Trim. 2008	2 ^{ème} Trim. 2008
- Découverts en compte (3)	14,48 %	14,61 %	14,71 %	14,29 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

¹ Suite à la publication de l'ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006 portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna au Journal officiel du 20 janvier 2006, le régime de l'usure en Nouvelle-Calédonie est désormais identique à celui en vigueur en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

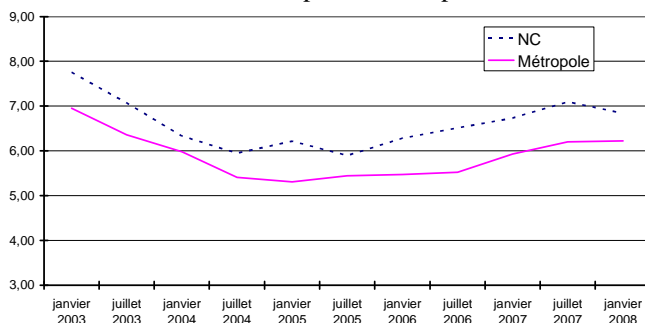
LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2006	juillet/août 2006	janvier/février 2007	juillet/août 2007	janvier/février 2008	sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	4,83%	4,80%	4,86%	5,05%	5,12%	0,26 pt	0,07 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	10,42%	10,15%	11,65%	11,86%	10,51%	-1,14 pt	-1,35 pt
Découverts.....	9,98%	10,05%	10,33%	9,49%	10,60%	0,27 pt	1,11 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,16%	6,37%	6,55%	6,81%	7,09%	0,54 pt	0,28 pt
TMPG.....	5,97%	5,98%	6,23%	6,27%	6,36%	0,13 pt	0,09 pt
Déclarations (en nb).....	3 707	3 558	3 450	4 514	4 863	41,0%	7,7%

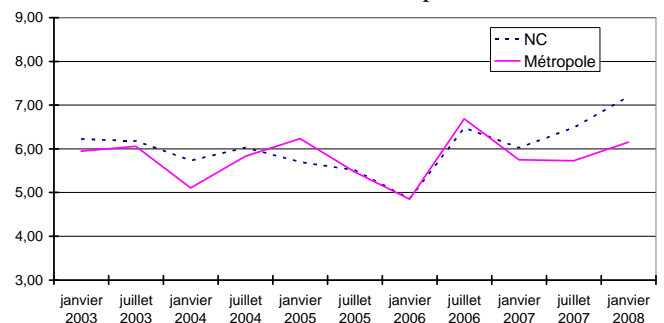
LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février 2006	juillet/août 2006	janvier/février 2007	juillet/août 2007	janvier/février 2008	sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	6,28%	6,51%	6,73%	7,10%	6,84%	0,11 pt	-0,26 pt
Découvert.....	4,86%	6,48%	6,02%	6,49%	7,20%	1,18 pt	0,71 pt
Autres court terme.....	5,73%	5,76%	6,31%	6,95%	6,06%	-0,25 pt	-0,89 pt
Ensemble court terme.....	5,58%	6,45%	6,30%	6,70%	7,05%	0,75 pt	0,35 pt
Moyen et long terme.....	4,79%	5,24%	5,35%	5,52%	5,83%	0,48 pt	0,31 pt
TMPG.....	5,30%	6,00%	5,97%	6,27%	6,57%	0,60 pt	0,30 pt
Déclarations (en nb).....	1 578	1 908	1 770	2 157	2 114	19,4%	-100,0%

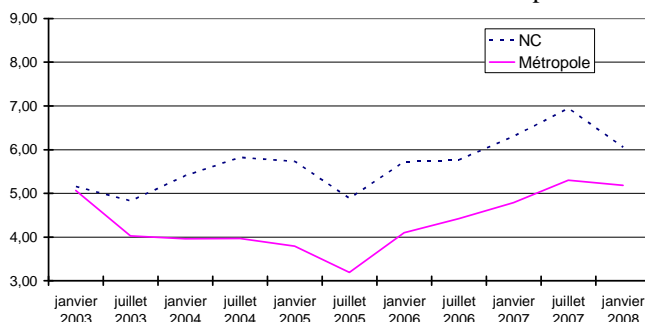
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



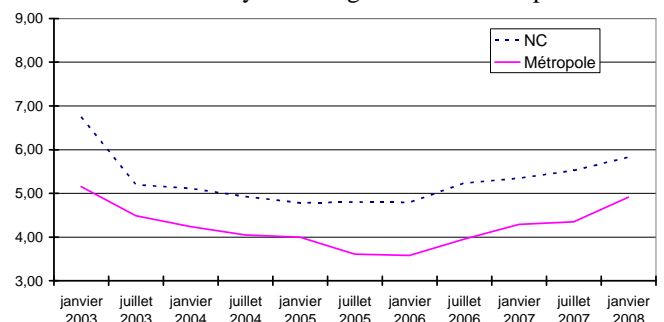
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : HP. de CLERCQ
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 10 juin 2008
Dépôt légal : juin 2008 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
e-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr